

PÉTROLE
**Le baril de Brent à
près de 73,5
dollars**

P 16

UN « COULOIR VERT » POUR LES PROJETS
D'ONCOLOGIE ET DE MALADIES RARES

L'État veut réduire sa dépendance aux importations

L'Algérie franchit un nouveau cap dans sa quête de souveraineté pharmaceutique. Pour accélérer la production locale et renforcer l'accessibilité aux traitements essentiels, notamment en oncologie et pour les maladies rares, le ministère de l'Industrie pharmaceutique a instauré un « couloir vert ». Cette mesure vise à faciliter et à accélérer les investissements dans ces segments stratégiques où le pays demeure encore largement dépendant des importations. P 3



COMMERCE EXTÉRIEUR DE
L'ALGÉRIE EN 2023

**Baisse des
exportations de 15,6%
et hausse des
importations de 9,3%**

En 2023, le commerce extérieur de l'Algérie a connu une évolution contrastée. Les exportations, principalement constituées d'hydrocarbures, ont baissé de 15,6%, tandis que les importations ont augmenté de 9,3%.

P 3

LUTTE ANTIACRIDIEENNE

**D'importants moyens
mobilisés par l'État**



Face à la menace persistante du criquet pèlerin, l'Algérie adopte une stratégie offensive pour protéger son agriculture et garantir sa sécurité alimentaire. Consciente des risques majeurs qu'une invasion acridienne pourrait engendrer, l'État algérien a renforcé son dispositif de surveillance et de lutte, mobilisant des moyens humains et technologiques considérables.

P 5

STOCKAGE DES CÉRÉALES

**La capacité nationale
atteindra 9 millions
de tonnes d'ici deux
ans**



La capacité de stockage des céréales au niveau national passera de 4 à 9 millions de tonnes d'ici deux ans, a annoncé, lundi à Boumerdès, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa.

P 5

PROJET DE LIGNE FERROVIAIRE
KSAR EL-BOUKHARI-BOUGHEZOU

**Les travaux
de réalisation lancés** P 2

HYDROCARBURES ET ÉLECTRICITÉ

**L'Ethiopie sollicite
l'expertise algérienne** P 3

LE DG DE L'AAPI REÇOIT DES
REPRÉSENTANTS DE LA CAPC

**La promotion
de l'attractivité
de l'investissement
examinée** P 2

ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR
**Inauguration
du Cloud
Computing
pour
l'hébergement
des données
nationales**

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Bad-dari, a supervisé hier, au Centre de recherche en in-formation scientifique et technique de Ben Aknoun, l'inauguration du Cloud Computing pour l'héber-gement des données na-tionales en Algérie. Cette infrastructure offrira des services informa-tiques et un traitement de données ultra-rapide, riva-lisant avec les plate-formes des pays avancés. Le ministre a également inauguré des plateformes de conception et de pilo-tage de drones, ainsi qu'un incubateur d'entre-prises qui accompagnera 20 projets de start-up d'ici la fin de l'année. À partir de 2027, ce nombre attein-dra 100 entreprises par an, générant un chiffre d'affaires de 27 milliards de centimes. Le communi-qué du ministère souligne que le secteur de l'Ensei-gnement supérieur et de la Recherche scientifique contribue à renforcer la société de l'information, à développer l'économie nu-mérique et à soutenir la stratégie de développe-ment de l'État.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Les efforts des autorités centrales et locales salués

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Nadjiba Djilali, a salué avant-hier à Aïn Defla, les efforts importants des pouvoirs publics, tant au niveau central que local, afin de sensibiliser les citoyens à la préservation de l'environnement.

Par R E.

Lors d'une visite de travail et d'inspec-tion dans plusieurs communes de la wilaya d'Aïn Defla, en compagnie des autorités de wilaya, en tête desquelles le wali, M. Aissa Aziz Bouras, la ministre a souligné que les autorités centrales et lo-cales accomplissent un travail important en matière de sensibilisation des citoyens à la protection de l'environnement. Au cours de sa visite, Mme Djilali a supervisé, au niveau du barrage "Sidi M'hamed Ben Taïba" dans la commune d'Arib, le lance-ment d'une opération de plantation de 1000 plants d'arbres forestiers et fruitiers, à l'occasion de la Journée internationale

des forêts, célébrée le 21 mars de chaque année. Elle a également assisté à d'autres activités organisées au niveau du barrage "Sidi M'hamed Ben Taïba", en commémora-tion de plusieurs événements, dont la Journée arabe pour la réduction des catas-trophes naturelles (23 mars), la Journée météorologique mondiale (23 mars) et la Journée mondiale de l'eau (22 mars). La ministre a, à cet égard, souligné que les di-verses activités programmées constituaient "une campagne éducative visant à pro-mouvoir le principe du tourisme écolo-gique et le respect de l'environnement, ainsi qu'à inculquer cette culture aux en-fants". Lors de sa visite au jardin botanique public de la ville de Miliana, Mme Djilali a

insisté sur la nécessité d'utiliser les eaux traitées pour l'irrigation des jardins pu-blics, soulignant l'importance d'ouvrir cet espace public aux visiteurs afin de sensibi-liser et d'ancrer l'éducation environne-mentale dans la société. La ministre a également inspecté le centre d'enfouisse-ment technique (CET) des déchets de la commune d'Aïn Defla, ainsi que les points de rejet des eaux usées à Oued Zeboudj, dans la commune d'El Hassania, et ceux de la zone d'activité de la commune de Boumedfaa à Oued El Hammam, en sus du point de confluence des oueds et des points de rejet des eaux usées de la com-mune de Boumedfaa, à l'est de la wilaya.

PROJET DE LIGNE FERROVIAIRE KSAR EL-BOUKHARI-BOUGHEZOUL

Les travaux de réalisation lancés

Le ministre des Travaux pu-blics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh, a donné, lundi, le coup d'envoi des travaux de réalisation du tronçon de la voie ferrée reliant Ksar El-Boukhari à Boughezoul, au sud de Médéa, sur un linéaire de 42 km. "Ce tronçon fait partie du pro-jet de ligne ferroviaire de portée stratégique qui doit relier le nord au Grand Sud du pays et auquel le président de la République ac-corde une grande importance", a déclaré le ministre, précisant que "l'étude de la réalisation du tron-çon reliant la Chiffa à Ksar El-Boukhari et le tronçon devant re-

lier Laghouat-Ghardaia-Menia-Ain-Salah jusqu'à Tamenrasset sont achevés et seront lancés, une fois les ressources finan-cières nécessaires mobilisées". Les travaux de réalisation de la ligne ferroviaire Ksar El-Boukhari-Boughezoul sont confiés à un groupement d'entreprises natio-nales et devraient être livrés dans un délai de 18 mois, selon les ex-lications fournies lors de la pré-sentation du projet par les respon-sables de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisa-tion des investissements ferro-viaires (ANESRIF). M. Rekhroukh a affirmé que la

concrétisation des tronçons de la ligne ferroviaire Alger-Tamenras-set va contribuer à "fluidifier le tra-fic automobile et booster le sec-teur du transport de marchan-dises". Le ministre des Travaux publics a procédé à la mise en service du poste de commande et de contrôle de la gare ferroviaire de Boughezoul appelé à optimiser la sécurité des passagers et assurer le bon fonctionnement des liai-sons ferroviaires sur les lignes Msila-Boughezoul-Tissemsilt et Boughezoul-Laghouat, en atten-dant la généralisation du système de contrôle et de commande à

d'autres stations, selon le minis-tre. M. Rekhroukh a inspecté, à l'entame de sa visite, le chantier de dédoublement de la route na-tionale N 127 qui relie la localité de "Layoune", dans la wilaya de Tissemsilt, à Ksar El-Boukhari, sur une distance de 73 km et qui af-fiche un taux d'avancement es-timé à 66%. Le premier responsable du sec-teur des Travaux publics a insisté sur l'impératif d'intervenir sur plu-sieurs fronts et de redoubler d'ef-forts afin de livrer l'intégralité du projet dans les délais, à savoir le mois d'août prochain.

R E.

LE DG DE L'AAPI REÇOIT DES REPRÉSENTANTS DE LA CAPC

La promotion de l'attractivité de l'investissement examinée

Le Directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'in-vestissement (AAPI), M. Omar Rekkache, a reçu une délégation de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC), conduite par son pré-sident, M. Souheil Guessoum, avec le-quel il a examiné les mécanismes et moyens de promouvoir l'attractivité de l'investissement, indique un communi-qué de l'Agence. Tenue lundi, cette ren-contre qui s'inscrit dans le cadre du

«renforcement des échanges avec les opérateurs économiques et les repré-sentants du patronat», a été une «occa-sion pour échanger les vues sur plu-sieurs questions stratégiques liées au climat des affaires et à l'investissement en Algérie», a précisé la même source. Dans ce cadre, les deux parties ont exa-miné les mécanismes de promouvoir l'attractivité de l'investissement, les in-citations offertes aux investisseurs, le foncier économique, et le financement

des projets d'investissement, ainsi que le rôle de l'Agence dans l'accompagne-ment des investisseurs et la simplifica-tion des démarches de réalisation de leurs projets, selon le communiqué. Dans ce sillage, M. Rekkache a souli-gné le rôle pivot du patronat en tant que «force de proposition et partenaire essentiel dans l'évaluation des perfor-mances du système d'investissement», assurant que l'Agence reste ouverte à tous les opérateurs économiques pour

écouter leurs préoccupations et attentes en vue de développer un environne-ment d'investissement plus attractif et efficace. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'une série de réunions péri-odiques, organisées par l'AAPI, afin de renforcer la consultation et la coordi-nation avec les différents acteurs éco-nomiques, à l'effet d'atteindre les objec-tifs nationaux visant à encourager l'in-vestissement et à créer un climat d'af-faires compétitif et durable.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

UN « COULOIR VERT » POUR LES PROJETS D’ONCOLOGIE ET DE MALADIES RARES

L’État veut réduire sa dépendance aux importations

L’Algérie franchit un nouveau cap dans sa quête de souveraineté pharmaceutique. Pour accélérer la production locale et renforcer l’accessibilité aux traitements essentiels, notamment en oncologie et pour les maladies rares, le ministère de l’Industrie pharmaceutique a instauré un « couloir vert ». Cette mesure vise à faciliter et à accélérer les investissements dans ces segments stratégiques où le pays demeure encore largement dépendant des importations.

Par Mourad A.

Actuellement, l’Algérie couvre 76 % de ses besoins en médicaments grâce à la production locale. Toutefois, certains segments, comme les dispositifs médicaux (dont la couverture est inférieure à 2 %) et les traitements innovants, restent insuffisamment développés. "Il est impératif d’encourager les investissements dans les domaines où la dépendance aux importations demeure forte, notamment en oncologie et pour les maladies rares", a expliqué Mme Imène Belabbas, directrice centrale de la pharmaco-économie au ministère lors de son intervention sur les ondes de la « Chaîne III » de la radio nationale. Le « couloir vert » mis en place permet d’accélérer l’enregistrement des médicaments oncologiques et des traitements pour les maladies rares, tout en garantissant un cadre réglementaire rigoureux. Ce dispositif vise à réduire les délais de traitement des dossiers, tout en incitant les investisseurs à s’orienter vers ces niches thérapeutiques cruciales. "Nous facilitons l’accès au marché pour ces traitements en simplifiant les procédures administratives, tout en maintenant des exigences élevées en matière de qualité et de sécurité", a-t-elle précisé. Parallèlement, l’Algérie poursuit sa politique de réduction des importations. Dans le cas de l’insuline, la pro-

duction locale menée par Saïdal a permis de réduire considérablement la facture extérieure. La responsable a souligné que : "L’Algérie a déjà réduit ses importations d’insuline en localisant plusieurs types de production. Nous avons même commencé à exporter vers l’Arabie Saoudite". À terme, l’objectif est d’accroître la capacité de production pour couvrir l’ensemble des besoins nationaux et se positionner comme un acteur exportateur. L’industrialisation des matières premières fait également partie de cette stratégie. "Nous avons identifié plusieurs produits prioritaires à fabriquer localement, tels que les antibiotiques, l’insuline, le paracétamol et certains traitements du cancer", a-t-elle ajouté. Ces efforts permettront non seulement d’assurer un approvisionnement régulier, mais aussi de se prémunir contre les tensions du marché international, notamment face à la dépendance vis-à-vis des producteurs chinois et indiens. Face aux tensions sur certains médicaments, le ministère a mis en place une plateforme numérique de suivi des stocks, couvrant l’ensemble de la chaîne d’approvisionnement, du fabricant au patient. "Grâce à cette plateforme, nous pouvons anticiper les ruptures et réorienter les investissements vers les segments les plus vulnérables", a expliqué la directrice. Ce système a notamment permis la loca-

lisation de cinq collyres auparavant importés, qui posaient problème en termes de disponibilité. Néanmoins, les importations demeurent une réalité, en particulier pour 200 médicaments destinés au marché de ville et une part importante des traitements hospitaliers. À l’heure actuelle, 35 % des médicaments hospitaliers sont produits localement, un chiffre que le ministère ambitionne d’augmenter grâce à l’ouverture de nouvelles unités de production et aux partenariats internationaux en cours. L’Algérie ne se contente pas de la production locale. Le pays s’engage également dans le développement de centres de bioéquivalence, afin de garantir la conformité des médicaments génériques aux standards internationaux. "Trois centres de bioéquivalence sont opérationnels et plusieurs autres sont en projet", a annoncé la responsable. Cette avancée est cruciale pour la crédibilité des produits algériens sur le marché international et ouvre des perspectives pour les exportations. Par ailleurs, des centres d’essais cliniques en vie réelle sont en cours de développement afin d’évaluer l’efficacité des traitements sur la population algérienne. "Il est essentiel de nous assurer que les médicaments, notamment les innovations thérapeutiques et les traitements pour maladies rares, sont adaptés à notre population. C’est un enjeu majeur pour notre souveraineté pharmaceutique", a-t-elle conclu.

COMMERCE EXTÉRIEUR DE L’ALGÉRIE EN 2023

Baisse des exportations de 15,6% et hausse des importations de 9,3%

Par Sirine R.

En 2023, le commerce extérieur de l’Algérie a connu une évolution contrastée. Les exportations, principalement constituées d’hydrocarbures, ont baissé de 15,6%, tandis que les importations ont augmenté de 9,3%. Malgré cette hausse des importations, l’Algérie a enregistré un excédent commercial de 12,1 milliards de dollars, mais le taux de couverture des importations par les exportations s’est détérioré, passant de 166,2% à 128,3%, a précisé l’ONS dans sa dernière note sur l’évolution des échanges extérieurs de marchandises de 2018 à 2023. L’analyse des échanges commerciaux de l’Algérie durant cette période a montré que les hydrocarbures continuent de dominer les exportations algériennes, représentant 90% du total en 2023, soit 49,3 milliards de dollars. Les exportations hors hydrocarbures, quant à elles, ont diminué de 18,2% par rapport à 2022, s’élevant à 5,4 milliards de dollars, ajoute la même source. Quant aux importations de biens, elles passent de 39 milliards de dollars en 2022 à 42,7 milliards de dollars en 2023, soit une hausse de 9,3%. Par groupes de produits, les importations de marchandises sont constituées de : Produits alimentaires avec un montant de 10,4 milliards de dollars contre 10,9 milliards de dollars en 2022, soit une baisse de 4,6%. Les importations des demi-produits ont évolué de 1,3% avec une valeur de 10,2 milliards de dollars en 2023. La facture d’importation des biens d’équipements industriels totalisait 11,1 milliards dollars, contre 8 milliards dollars soit une hausse de 38,8 %. Concernant les biens de consommation non alimentaires, l’Algérie a importé pour 6 milliards de dollars contre 5 milliards, avec une hausse de 20% par rapport à l’année 2022. S’agissant des produits les plus exportés, les chiffres de l’ONS montrent que les hydrocarbures arrivent en tête avec 49,3 milliards de dollars, soit un taux de plus de 90 % des exportations, suivies par les exportations hors hydrocarbures avec 5,4 milliards de dollars, les engrais azotés avec 168,1 milliards DA , le clinkers (ciment brut) avec 101,4 milliards DA et enfin les solvants naphta avec 91,5 milliards DA. En 2023, l’Union européenne demeure un partenaire commercial essentiel pour l’Algérie, englobant 34 % de nos importations et 64,5% de nos exportations. L’Asie se positionne comme le deuxième partenaire commercial de l’Algérie, représentant 26,8% des importations et 10,1% des exportations en 2023. Toutefois, les échanges avec cette région ont enregistré une baisse significative de 40,6% des exportations. Par ailleurs, l’Afrique demeure un partenaire commercial marginal, avec seulement 1,1% des exportations et 0,5% des importations à destination ou en provenance de ce continent.

HYDROCARBURES ET ÉLECTRICITÉ

L’Ethiopie sollicite l’expertise algérienne

Par Réda Hadi

Dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et en suivi des conclusions de sa récente visite en Éthiopie, le ministre de l’Énergie et des Mines et des Énergies Renouvelables, Mohamed Arkab, effectue une visite de travail à Addis-Abeba les 24 et 25 mars 2025. Aussi, Mohamed Arkab a eu, lundi à Addis-Abeba, des discussions approfondies avec le ministre éthiopien de l’Eau et de l’Énergie, Habtamu Itefa Geleta, portant sur les moyens de renforcer la coopération bilatérale dans le domaine de l’énergie. Les discussions, se sont déroulées en présence du PDG du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, du PDG du groupe Sonelgaz, Mourad Adjal, ainsi que des cadres du ministère et des deux entreprises, et se sont concentrées sur le renforcement de la coopération dans les domaines de la pro-

duction, du transport, de la distribution et de la transformation de l’électricité. Les PDG ont présenté les activités de Sonatrach et Sonelgaz, mettant en lumière l’expertise algérienne en exploration, exploitation, transport et transformation des hydrocarbures, ainsi que dans l’industrie des engrais. M. Mourad Adjal a également donné un aperçu des activités de Sonelgaz, notamment dans la production, le transport et la distribution d’électricité, en plus des programmes en cours et futurs dans le domaine des énergies renouvelables, soulignant la volonté de l’Algérie d’accompagner l’Éthiopie dans le développement de ses secteurs de l’énergie et des hydrocarbures. Dans le domaine des hydrocarbures, M. Rachid Hachichi a réaffirmé la disponibilité de l’Algérie à apporter un soutien technique et une formation à l’Éthiopie, renforçant ainsi ses capacités en matière de recherche, d’exploration, d’exploitation, de transport des hydrocarbures,

de pétrochimie et de produits pétroliers, ainsi qu’à développer l’industrie des engrais pour répondre aux besoins du marché éthiopien. En ce qui concerne le secteur de l’énergie, M. Mourad Adjal a exprimé la disponibilité de Sonelgaz à soutenir l’Éthiopie dans la production d’électricité à partir de sources diverses, tant traditionnelles que non conventionnelles, en particulier l’énergie solaire photovoltaïque. Il a aussi mentionné la possibilité de fournir des turbines à gaz et des centrales mobiles pour les régions isolées, ainsi que le renforcement des réseaux électriques et des transformateurs pour le transport et la distribution d’électricité, tirant parti de l’expertise algérienne et des équipements fabriqués localement. La partie éthiopienne a exprimé le souhait de l’Éthiopie de renforcer ses relations de coopération économique avec l’Algérie et d’élargir les opportunités commerciales

et d’investissement mutuel dans le cadre de l’intégration régionale africaine. Il a également exprimé l’intérêt de son pays pour l’expérience algérienne dans le développement de projets d’énergie et de mines, soulignant que l’Éthiopie cherche à échanger des expériences et des savoir-faire avec l’Algérie dans ces domaines stratégiques. La partie éthiopienne a exprimé, lors de la rencontre, un « grand intérêt » à bénéficier de l’expérience algérienne, notamment à travers le groupe Sonelgaz, pour développer son réseau électrique dans les zones rurales et agricoles, et renforcer sa capacité à exporter l’énergie au niveau régional. Pour sa part, Arkab a réaffirmé la disponibilité de l’Algérie à soutenir l’Éthiopie dans le développement de projets d’énergies renouvelables, en particulier dans les domaines des centrales solaires photovoltaïques centralisées et décentralisées, et de l’énergie éolienne.

HYDROCARBURES

Alnaft accorde une pré-qualification à ”Mazarine Energy”

L'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft) a attribué une attestation de pré-qualification à la compagnie hollandaise Mazarine Energy, en qualité d'opérateur-investisseur onshore, a indiqué l'agence lundi dans un communiqué. La cérémonie de remise de l'attestation s'est déroulée lundi sous la présidence de Mourad Beldjehem, président du Comité de direction d'Alnaft, précise la même source. Le document a été remis par le directeur de la division Promotion et valorisation du domaine minier hydrocarbures au sein d'Alnaft, Lounes Adour, au président-directeur général (PDG) de Mazarine Energy, Edward van Kersbergen, ajoute le communiqué. Selon Alnaft, Mazarine Energy BV manifeste un "intérêt avéré" pour l'investissement en Algérie, notamment à travers sa participation aux Data Room organisées dans le cadre de l'appel d'offres international Algeria Bid Round 2024. Fondée en 2013 et basée aux Pays-Bas, la compagnie privée est spécialisée dans l'exploration, le développement et la production de pétrole et de gaz. Elle est également active en Tunisie et en Roumanie, souligne la même source.

MONNAIE

Le dollar profite d'indicateurs économiques encourageants aux Etats-Unis

Le dollar avance lundi, après la publication d'indicateurs économiques positifs aux Etats-Unis, la devise américaine évoluant également toujours au gré des annonces entourant les droits de douane que Washington compte imposer à ses partenaires commerciaux. L'activité économique du secteur privé en mars a progressé aux Etats-Unis, selon l'indice PMI Flash publié lundi par S&P Global. L'indice composite de l'activité globale s'est redressé à 53,5 en mars contre 51,6 le mois précédent, au plus haut depuis décembre. Il est tiré par l'indice de l'activité de services, qui a avancé de 51,0 en février à 54,3 en mars, alors que les analystes anticipaient une légère baisse. De son côté, l'indice de la production manufacturière a reculé à 49,8, en deçà des attentes. Alors qu'il évoluait en retrait, le dollar a basculé en territoire positif vers 13h45 GMT, heure de la publication de ses données économiques. Quelques heures plus tard, vers 18H40 GMT, le billet vert avançait de 0,10% par rapport à l'euro, à 1,0807 dollar.

RELANCE DE LA FILIÈRE DU MARBRE EN ALGÉRIE

Une nouvelle stratégie sera bientôt élaborée

La secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Energie, chargée des mines, Mme Karima Tafer, a affirmé avant-hier de Skikda qu'«une nouvelle stratégie sera élaborée pour relancer la filière du marbre en Algérie». Dans une déclaration à la presse en marge d'une visite de travail dans la wilaya, Mme Tafer a précisé que «cette stratégie sera élaborée en coordination avec le groupe industriel minier Sonarem dans les domaines de la formation, le marketing et le management pour permettre au marbre algérien de recouvrer la place qu'il a toujours occupée». Elle a relevé que «l'entreprise nationale de marbre fait face à certains problèmes qui seront rattrapés», affirmant que «le secteur minier l'accompagnera à travers cette stratégie qui reposera sur la formation et l'association du secteur privé pour augmenter ses capacités de production, notamment suite aux instructions données par le président de la

République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives au développement de cette filière, la réduction de la facture des importations, la valorisation de nos produits et l'orientation vers l'exportation». Mme Tafer a révélé qu'«en mai prochain, une convention de partenariat sera signée entre le groupe Sonarem et la fédération italienne du marbre pour créer une école de formation dans le domaine du marbre au profit des travailleurs du groupe qui sera encadrée par des experts italiens en extraction, traitement et transformation de l'albâtre avec l'association du secteur de la formation professionnelle et des experts locaux».

La secrétaire d'Etat a considéré en outre que «le secteur minier est un secteur stratégique qui contribue à l'économie nationale et cela, a nécessité la mise en place d'une nouvelle loi plus transparente pour organiser les activités minières avec de nouveaux articles qui facilitent l'investissement privé et étranger». Concernant les opérations de prospections et de recherches géologiques, Mme Tafer a assuré qu'«elles n'ont jamais cessé» comme le prouve le lancement dernièrement de 26 projets de recherche minière qui permettront d'identifier les capacités potentiellement existantes en Algérie qui «recèle de multiples ressources minières».

ALGERIA EXHIBITIONS

La 56^e édition de la Foire internationale d'Alger du 23 au 28 juin prochain

La 56e édition de la Foire internationale d'Alger (FIA) se tiendra du 23 au 28 juin prochain au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger), sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a indiqué lundi un communiqué d'Algeria Exhibitions, filiale de la Société algérienne des foires et exportations (SAFEX). La FIA est "un rendez-vous économique annuel organisé par l'Algérie pour faire connaître les capacités de production nationale et permettre aux opérateurs algériens et étrangers de promouvoir les investissements et les échanges dans divers domaines", a précisé la même source, ajoutant que le Sultanat d'Oman sera l'invité d'honneur de cette 56e édition. Algeria Exhibitions a rappelé,

à cet égard, que "les relations algéro-omanaises ont progressé et évolué depuis la création de la Commission mixte algéro-omanaise en 1991". Les inscriptions à cet événement sont officiellement ouvertes sur la plateforme numérique à travers le lien : <https://registration.safex.dz/login>, a indiqué la filiale de la SAFEX. La 56e FIA couvrira plusieurs secteurs stratégiques, dont l'agroalimentaire, les industries électrique et de l'électroménager, l'industrie mécanique, l'industrie manufacturière et les services. Un espace de vente directe est également prévu. Les précédentes éditions de la FIA avaient pour invités d'honneur l'Egypte, l'Inde, la Russie, les Etats-Unis d'Amérique, l'Italie, le Cameroun, la Tunisie, le Portugal et la Turquie.

RAMADHAN 2025
Sonatrach distingue les lauréats du Concours ”les Petits Récitants du Saint Coran” à El Oued

Le Groupe Sonatrach, à travers ses différentes filiales, a parrainé la première édition du concours "les Petits Récitants du Saint Coran", organisé par la wilaya d'El Oued, a indiqué, lundi, un communiqué du Groupe. La cérémonie de clôture, qui s'est tenue à la salle omnisport "Chahid Derki Alia" à El Chett dans la wilaya d'El Oued, a été marquée par la distinction de 450 récitant(e)s et récitant(e)s du Saint Coran, qui ont des aptitudes exceptionnelles en matière de mémorisation et de récitation, ajoute la même source. Cette édition a connu une participation record d'enfants de différentes tranches d'âge, précise le Groupe, soulignant que l'accompagnement de cette initiative éducative et religieuse par Sonatrach s'inscrit "dans le cadre de son engagement, de sa responsabilité sociétale en tant qu'entreprise citoyenne, et de ses efforts continus pour soutenir ces activités visant à renforcer l'identité nationale et les valeurs spirituelles chez les jeunes.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة، التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 24 مارس 2025 الموافق لـ 24 رمضان 1446
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 24 Mars 2025 (24 Ramadan 1446)

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات
		DA / Kg	دج / كلف		
Produits		معدل	أعلى	أدنى	
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	99	113	85	البطاطا
	Tomate	93	106	80	الطماطم
	Oignon sec	58	64	51	البصل الجاف
	Ail sec	671	750	593	الثوم الجاف
	Carotte	71	81	62	الجزر
	Navet	88	97	78	لفت
	Choux fleur	95	105	85	قرنبيط
	Choux	88	98	78	الكرنب
	Courgette	106	118	94	الكوسة
	Haricot vert	426	456	396	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	96	109	82	الخس
	Orange	100	130	70	البرتقال
	Citron	110	135	85	الليمون
	Pomme locale	485	610	360	التفاح المحلي
	Datte	537	668	405	التمر
Produits d'origine animale	Banane	589	621	557	الموز
	Viande bovine locale	1763	1901	1625	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	398	411	385	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	103	92	حليب البقر (لتر)
					المنتجات ذات الأصل الحيواني

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	0,00	-1,01	8,10	7,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	NC	0,00	0,00	0,00	0,00	-	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 400,00	NC	0,00	-1,82	3,26	7,20	7,50	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 149,00	2149,00	0,00	-3,09	-5,49	11,31	5,82	400	859 600,00
EGH El Aurassi	AURF	400,00	NC	0,00	0,00	-1,11	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,06	-8,09	2,03	-	0	0,00

LUTTE ANTIACRIDIENNE

D'importants moyens mobilisés par l'État

Face à la menace persistante du criquet pèlerin, l'Algérie adopte une stratégie offensive pour protéger son agriculture et garantir sa sécurité alimentaire. Consciente des risques majeurs qu'une invasion acridienne pourrait engendrer, l'État algérien a renforcé son dispositif de surveillance et de lutte, mobilisant des moyens humains et technologiques considérables.

Par Mourad A.

Le criquet pèlerin est une menace bien connue des agriculteurs et des experts en sécurité alimentaire. Cet insecte, capable de former des essaims de plusieurs milliards d'individus, peut dévaster des récoltes entières en quelques jours. "Un essaim de grande taille peut engloutir l'équivalent de la ration alimentaire de 35 000 personnes par jour", a expliqué Hamid Bensaâd, secrétaire général du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, lors de son passage à la radio nationale. Depuis plusieurs mois, des foyers de reproduction ont été détectés dans le grand sud algérien, en particulier dans les wilayas d'Illizi, In Salah et Tamanrasset, mais aussi au-delà des frontières, en Libye, au Niger et au Mali. Pour contrer cette menace, l'Algérie a mis en place un plan d'action préventif et réactif. Depuis décembre, plus de 50 000 hectares ont été traités pour enrayer la prolifération des criquets. "La situation est sous contrôle, mais la vigilance reste de mise," a assuré M. Bensaâd. La mobilisation est générale : des drones et des avions effectuent des pulvérisations aé-

riennes ciblées, tandis que des stations de stockage de pesticides sont stratégiquement installées dans les zones à risque. Le gouvernement a également activé une cellule de crise nationale, coordonnée par plusieurs ministères, dont ceux de l'Agriculture, de la Défense, de l'Environnement, de l'Intérieur, de l'Énergie et des Transports. "Il ne s'agit pas seulement de réagir aux invasions, mais aussi d'anticiper grâce à un travail de surveillance et d'alerte précoce," souligne le responsable. Cette approche est d'autant plus cruciale que les changements climatiques, en favorisant les précipitations dans certaines zones désertiques, créent des conditions favorables à la reproduction du criquet. En parallèle des efforts nationaux, l'Algérie s'engage activement dans la lutte antiacridienne à l'échelle régionale. Le pays fait partie de l'Organisation régionale de lutte contre le criquet en Afrique de l'Ouest et collabore étroitement avec ses voisins. "Nous avons fourni des pesticides et une expertise technique à la Libye et à la Tunisie, qui disposent de moins de moyens pour combattre ce fléau," a précisé M. Bensaâd. Un fonds régional de lutte contre le criquet a été mis en place

pour soutenir les pays en difficulté. L'Algérie recourt également aux dernières technologies pour améliorer sa surveillance : des satellites et des systèmes d'intelligence artificielle sont utilisés pour suivre les déplacements des essaims et anticiper leur évolution. Les efforts de lutte antiacridienne s'inscrivent dans un contexte plus large où l'Algérie développe activement son agriculture, en particulier dans le sud du pays, devenu une région clé pour la production céréalière et oléagineuse. La protection des cultures stratégiques est donc une priorité absolue. En parallèle, un sommet d'urgence se tiendra à Ouargla, réunissant les représentants de 23 wilayas concernées, afin de renforcer la coordination et d'améliorer les stratégies de lutte. L'implication des agriculteurs est également essentielle : des formations sont organisées pour les sensibiliser à la détection précoce des criquets et à l'utilisation des pesticides écologiques mis à leur disposition. "Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser cette menace s'installer. La sécurité alimentaire de notre pays en dépend," a conclu Hamid Bensaâd.

ENVIRONNEMENT
Une COP30 pour «renforcer le multilatéralisme» climatique

La prochaine conférence de l'ONU sur le climat doit "réaffirmer l'importance du multilatéralisme", a insisté mardi le président brésilien de la COP30. André Correa do Lago s'exprimait à Berlin en ouverture du Petersberg Climate Dialogue, rendez-vous clé organisé par l'Allemagne sur la route des grandes négociations annuelles sur le réchauffement climatique à Belem, au bord de l'Amazonie (10-21 novembre). Dans une période où plusieurs pays hésitent ou reculent sur leurs engagements climatiques, la ministre des Affaires étrangères allemande Annalena Baerbock avertit d'ailleurs que "quiconque rejette l'action climatique en ces temps turbulents en la qualifiant de coûteuse, contraignante ou superflue ne sait pas compter". "Moins de protection climatique signifie à l'avenir beaucoup moins de croissance économique", a-t-elle dit dans un communiqué. Pour le 10e anniversaire de l'accord de Paris et le 20e du protocole de Kyoto, "notre tâche est de s'assurer que la dynamique de ces traités historiques ne soit pas seulement préservée, mais accélérée", a exhorté le diplomate brésilien de son côté. Pour cela, "nous devons renforcer le multilatéralisme", secoué par le retrait des Etats-Unis, la COP29 décevante sur la finance climatique ou encore l'enlèvement des négociations internationales sur la pollution plastique. "Les gouvernements doivent faire leur part de l'effort mondial en présentant des plans nationaux climatiques ambitieux", a-t-il ajouté. La plupart des pays sont en retard pour déposer à l'ONU leur feuille de route de réduction des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2035. "L'objectif de limiter le réchauffement climatique à 1,5 C", limite la plus ambitieuse de l'accord de Paris, "est plus urgent que jamais", a-t-il estimé, alors que 2024 est la première année à dépasser ce seuil. "A la COP30, nous devons nous réengager à atteindre cet objectif", a-t-il insisté.

TRANSPORT UNIVERSITAIRE

Une réunion de coordination consacrée à l'Etablissement universitaire de transport et de services

Le ministre des Transports, Saïd Sayoud, a présidé une réunion de coordination avec la participation du directeur général du Domaine national et du directeur régional du Domaine de l'Etat, consacrée aux défis rencontrés par l'Etablissement universitaire de transport et de services, notamment en lien avec la mise en œuvre

de la décision du Conseil des participations de l'Etat relative au transfert de tous les actifs (mobiliers et immobiliers) à son profit, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, tenue lundi en présence de cadres de l'Administration centrale du ministère des Transports, du directeur général du Groupe de transport terrestre de

voyageurs (TRANSTEV), du PDG de la Société d'exploitation des gares routières d'Algérie (SOGRAL) et du directeur général de l'Etablissement universitaire de transport et de services, le directeur général du Domaine national a précisé qu'il était prêt à soutenir l'Etablissement universitaire de transport et de services et à prendre en considération

toutes ses préoccupations. De son côté, le ministre des Transports a appelé "les dirigeants de l'Etablissement universitaire de transport et de services à ne ménager aucun effort pour développer ce dernier", insistant sur "l'importance d'une exploitation optimale du parc de bus dont dispose l'établissement". A cette occasion, les deux parties

sont convenues de mettre en place un groupe de travail chargé d'examiner les mesures nécessaires à la finalisation des opérations de transfert des actifs. Le ministre a également ordonné la mise en place d'un groupe de travail chargé d'examiner la question de la gratuité de la gestion des gares routières transférées à SOGRAL.

STOCKAGE ≥DES CÉRÉALES

La capacité nationale atteindra 9 millions de tonnes d'ici deux ans

La capacité de stockage des céréales au niveau national passera de 4 à 9 millions de tonnes d'ici deux ans, a annoncé, lundi à Boumerdès, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa. Dans une déclaration à la presse en marge d'une visite d'inspection dans la wilaya de Boumerdès, le ministre a indiqué que "les capacités de stockage des céréales ne couvrent pas actuellement les besoins de la consommation nationale. C'est pourquoi, dans le cadre de la mise en œuvre du programme du président de la République, cette capacité sera portée de 4 à 9 millions de tonnes d'ici deux ans, soit une augmentation de 5 millions de tonnes". Pour réaliser cette stratégie, le secteur lancera prochainement la construction de 30 silos de grande capacité, 16 silos de capacité moyenne et

352 centres de stockage de proximité des céréales à travers le pays, avec une capacité de 50.000 quintaux pour chaque centre, selon le ministre. Ces projets vitaux visent à "réaliser l'auto-suffisance et la sécurité alimentaire et à répondre aux besoins de la consommation interne" de ces produits, ainsi qu'à "limiter progressivement l'importation de blé et d'orge avant d'arrêter complètement l'importation de blé tendre", a expliqué M. Cherfa. Le ministre a également supervisé la pose de la première pierre pour le lancement des travaux de construction d'un silo régional de stockage de céréales d'une capacité de 1 million de quintaux, pour un coût supérieur à 8 milliards de DA, dans la commune de Si Mustapha, à l'est de la wilaya de Boumerdès. Par ailleurs, le ministre a salué la décision du président de la République lors du

dernier Conseil des ministres, portant importation d'un million de têtes de moutons en prévision du prochain Aïd El Adha, en guise de soutien au pouvoir d'achat des citoyens et en vue de permettre aux Algériens de célébrer l'Aïd El Adha dans de bonnes conditions". Supervisant la mise en service d'un thonier hauturier de 35 mètres, fabriqué par une entreprise privée au port de Zemmouri El Bahri, à l'est de la wilaya, le ministre a souligné que ce navire est "le quatrième du genre réalisé par la même entreprise avec une main-d'œuvre algérienne et un taux d'intégration avoisinant les 70%". Ce thonier "renforcera les capacités de la flotte nationale qui compte près de 40 navires similaires", a-t-il ajouté, appelant à la nécessité de soutenir et d'accompagner cette filière vitale. Selon M. Cherfa, un autre atelier de production

privé est actuellement à pied d'œuvre pour la fabrication du premier navire de 42 mètres destiné à la pêche au thon en haute mer. Dans le cadre de sa visite dans la wilaya, le ministre a supervisé l'ensemencement d'environ 1,2 million d'alevins de loup de mer et de dorade royale dans des cages flottantes au large de la côte de Zemmouri, précisant qu'il s'agissait d'une opération "saisonnière qui a été lancée aujourd'hui à travers toutes les wilayas concernées du pays" Il a également affirmé que son département s'emploie, au titre de l'année en cours, au développement de la filière de l'aquaculture en mer et dans les exploitations agricoles, en vue de garantir la disponibilité du poisson sur le marché national et de le rendre accessible à tous les citoyens.

OUUM EL BOUAGHI
Cinq nouveaux bureaux
de poste
prochainement
opérationnels

Cinq nouveaux bureaux de poste seront prochainement mis en service dans des communes de la wilaya d'Oum El Bouaghi, apprend-on lundi auprès du directeur local de la poste et des télécommunications, Tarek Haddad. Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a précisé que le taux d'avancement des travaux de réalisation de ces projets, financés par le programme de développement économique et social et le budget d'Algérie Poste pour une enveloppe financière de plus de 150 millions DA, varie entre 60 % et 95 %.

Ces nouvelles structures de la poste sont en cours de réalisation dans les communes d'Ain M'lila, F'kirina, Ain Fakroun, Ain Beida et Sigus, a précisé M. Haddad.

Des travaux de réalisation d'un nouveau siège pour la direction de wilaya de la poste et des télécommunications et d'un nouveau bureau de poste au chef-lieu de wilaya seront en outre lancés au cours du premier semestre de l'année en cours, a ajouté le responsable du secteur qui a précisé que plus de 180 millions DA ont été octroyés à ces projets au titre du budget d'Algérie Poste.

Un projet d'un autre bureau de poste sera également lancé à la cité Fourchi de la commune d'Ain M'lila pour un montant de 30 millions DA, a-t-on indiqué.

SAÏDA
Lancement
de plusieurs projets
de développement
dans la commune
de Sidi Ameer

Plusieurs projets de développement ont été lancés dans la commune de Sidi Ameer (wilaya de Saïda), dans le cadre des efforts visant à améliorer les conditions de vie des habitants, selon les services de la wilaya. La même source a précisé que ces projets, lancés en février dernier et financés par différents mécanismes, comprennent l'installation de quatre réservoirs de gaz propane au profit de 16 familles résidant dans les villages de Houamel, Sefala et Douaha, ainsi que le raccordement de certaines habitations au réseau de distribution d'électricité. Le programme supervisé par les autorités locales inclut également l'aménagement de deux routes reliant la commune de Sidi Amar aux villages de Khalidj et Seibous sur une distance de 2,5 kilomètres, la réalisation d'un réseau d'assainissement dans la zone basse du village de Douaha, ainsi que l'aménagement de l'artère principale de la commune adjacente à la route nationale RN 6, reliant les wilayas de Saïda et Mascara.

Ce programme de développement comprend également la création d'une salle de soins dans le quartier "Frères Boukhelifa 1", l'aménagement d'une salle similaire dans la région de Sidi Aïssa, la réhabilitation des écoles "Salah Zaouia" et "Sidi Dib", ainsi que la réalisation d'une cantine scolaire à l'école Megherbi Mohamed, a-t-on indiqué.

TLEMCEN

Mise en service de la deuxième phase du périmètre irrigué de «Tafna Isser»

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal a supervisé, lundi, la mise en service de la deuxième phase du périmètre irrigué de "Tafna Isser" dans la commune de Fehoul (wilaya de Tlemcen).

Dans une déclaration à la presse, le ministre, qui effectuait une visite de travail et d'inspection dans la wilaya, a souligné que ce périmètre irrigué, réalisé par l'Office national d'irrigation et du drainage, s'étend sur une superficie de 6.490 hectares, dont 1.714 hectares dans la wilaya d'Ain Témouchent et 4.776 hectares dans la wilaya de Tlemcen. Il s'agit d'un projet important qui incarne la volonté des autorités publiques d'étendre la superficie cultivable et de poursuivre la dynamique du secteur agricole.

M. Derbal a déclaré que ce projet est stratégique et créateur de richesse et d'emplois et soutient le secteur agricole et la dynamique économique dans la wilaya, appelant les responsables du secteur des ressources en

eau à travailler en coordination avec les représentants du secteur agricole et à impliquer les agriculteurs tout en écoutant leurs préoccupations. Le ministre a aussi ordonné l'ouverture d'une unité d'exploitation relevant de l'Office national d'irrigation et de drainage dans ce secteur du périmètre irrigué avant le mois de juillet prochain, avec un budget de 60 millions DA, afin de superviser la gestion des grands périmètres agricoles de la région, sous la tutelle du ministère des Ressources en eau.

Par ailleurs, il a supervisé la mise en service de la station de traitement des eaux usées dans la commune de Sebdou, qui s'étend sur une superficie de 4 hectares et dispose d'une capacité de production de 60.000 mètres cubes d'eau par jour, per-

mettant d'irriguer plus de 500 hectares de terres agricoles avoisinantes. Le ministre a qualifié ce projet de "stratégique et structurant" et a ordonné la réalisation d'une étude d'une valeur de 60 millions DA pour réutiliser les eaux usées traitées par cette station.

En inaugurant la station de pompage et des canalisations dans la commune de Sidi Medjahed, il a indiqué que la wilaya de Tlemcen avait bénéficié, l'été dernier, d'un programme d'urgence d'une enveloppe de 1,7 milliard DA, dont la majorité des projets ont été réalisés et sont entrés en service pour renforcer l'approvisionnement en eau potable. Le ministre a également inspecté la station de traitement de l'eau potable dans la commune de Bouhlou.

MILA

Une récolte de 1,55 million de quintaux d'ail attendue cette saison

Les services agricoles à Mila prévoient au titre de l'actuelle saison agricole 2024-2025 une récolte d'ail de 1,55 million quintaux, a-t-on appris lundi auprès de la direction du secteur.

Cette production devra être obtenue sur une superficie globale de 3.010 hectares consacrés à la culture de l'ail dans les communes d'Oued Athmania, Ain Melouk, Oued Seguen,

Teleghema, Mechira, Tadjenanet, Chelghoum Laïd, Ouled Khelouf et Benyahia Abderrahmane, a précisé à l'APS Mohamed Bengouitene, chef du service de régulation et de la production et soutien technique à la direction des services agricoles (DSA).

Le même cadre a relevé que l'actuelle saison a connu des conditions météorologiques favorables et une

maitrise de l'itinéraire technique par les agriculteurs ayant adhéré au programme de culture de l'ail ce qui favorise, a-t-il indiqué, une excellente production dont la récolte débutera à la mi-avril prochain et se poursuivra jusqu'au mois de juin 2025.

La superficie réservée à l'ail cette saison est proche de celle cultivée durant la précédente saison 2023-2024 et estimée à 2.024 hectares

qui avaient donné une récolte de 1,61 million de quintaux, selon la même source. Une quantité de 24.400 quintaux de la production de la dernière saison a été dirigée vers le stockage dans le cadre du programme de régulation et a été ensuite déstockée graduellement pour assurer la disponibilité du produit sur la marché à prix raisonnable, a-t-on indiqué.

BORDJ BADJI MOKHTAR

Accompagnement des diplômés de la formation professionnelle pour se lancer dans l'entrepreneuriat

La direction de la formation et de l'enseignement professionnels (DFEP) de la wilaya de Bordj Badji Mokhtar s'engage à accompagner ses diplômés pour se lancer dans l'entrepreneuriat, dans le cadre du dispositif de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat "NESDA", a indiqué lundi un communiqué de cette instance.

Dans ce sillage, une convention de partenariat a été signée entre le centre local

de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA /Kebir M'hamed) et l'antenne de l'Agence NESDA d'Adrar, qui chapeaute la wilaya frontalière de Bordj Badji Mokhtar, a-t-on précisé. Elle a pour objectif d'organiser des sessions de formation sur l'entrepreneuriat au profit des jeunes de la wilaya, de sensibiliser les demandeurs d'emploi aux opportunités de création de microprojets et de startups, en plus d'assurer un appui technique et

financier aux diplômés de la formation professionnelle porteurs de projets innovants, a-t-on ajouté de même source.

En vertu de cet accord de partenariat, les demandeurs d'emploi bénéficieront également d'un accompagnement, comprenant des ateliers de formation sur les méthodes scientifiques de création de micro-entreprises, afin de garantir leur réussite et la pérennité de leurs projets, conclut le communiqué.

SIDI BEL-ABBES

Affluence croissante dans les bibliothèques publiques durant le Ramadhan

Les bibliothèques publiques de la wilaya de Sidi Bel-Abbes connaissent une affluence accrue d'élèves de différents cycles d'enseignement durant le mois de Ramadhan, en particulier avec le début des vacances de printemps, a indiqué lundi la directrice de la bibliothèque principale de lecture publique "Moudjahid Mohamed El Kebbat" de Sidi Bel-Abbès, Ouarda Hakimi.

La responsable a indiqué que la bibliothèque a mis en place un programme culturel varié afin de promouvoir la lecture, notamment durant le mois de Ramadhan et les vacances du printemps. Un cadre propice est offert

aux élèves pour la révision de leurs cours et la lecture, en plus de la participation à diverses activités dont les ateliers de coloriage et les concours intellectuels, a-t-elle souligné.

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme culturel et artistique du mois de Ramadhan, élaboré avec le soutien du ministère de la Culture et des Arts, sous le patronage du wali de Sidi Bel-Abbès et sous la supervision de la direction du secteur, des caravanes culturelles et artistiques ont été programmées à travers les différentes communes, afin d'impliquer activement ces dernières dans la dynamique culturelle, a fait savoir la

responsable. Mme Hakimi a également fait savoir qu'à l'occasion de la Journée nationale du Chahid, un don de livres variés a été offert par le ministère de la Culture et des Arts, portant sur un total de 2.835 ouvrages, édités dans le cadre de l'événement "Constantine, capitale de la culture arabe".

Un nombre important de ces livres a été destiné aux zones rurales afin de soutenir les infrastructures culturelles et d'encourager la lecture, a-t-elle ajouté.

Dans le cadre de la vaste campagne de distribution de livres, une lot d'ouvrages a été offert à l'établissement pénitentiaire, indique-t-on.

GEL DE L'AIDE À L'UKRAINE

La corde raide diplomatique de Trump vers la fin de la guerre ?

Kiev ne peut pas continuer à s'accrocher à des plans de victoire et à des formules de paix irréalistes.

Par Mark Episkopos (*)

Les critiques les plus sévères du transatlantisme omettent trop souvent de prendre en compte le paradoxe suivant : cette idéologie a suscité une dévotion fervente depuis le milieu du XXe siècle, non pas parce qu'elle reflète correctement la substance des relations américano-européennes ou la grande stratégie des États-Unis, mais précisément parce qu'elle existe dans un état permanent d'irréalité.

On nous a dit que les alliances américaines n'avaient « jamais été aussi fortes », alors même que la guerre en Ukraine les mettait à rude épreuve. Pendant ce temps, les Européens ont accepté avec joie, voire jubilation, le fait que l'Europe soit devenue plus pauvre et moins sûre qu'elle ne l'a jamais été depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, comme prix à payer pour « arrêter Poutine », se disant à eux-mêmes et à leurs homologues américains que l'effondrement militaire ou économique de la Russie est à portée de main si seulement nous continuons la guerre pendant une année, un mois, une semaine ou un jour de plus.

Le plus grand et le plus cruel de tous les mensonges, qui remonte à la conception tragique de la tentative de Woodrow Wilson de refaire l'Europe après 1918 sur la base de son programme en quatorze points, est peut-être le sentiment naïvement millénariste selon lequel l'équilibre des forces et les réalités du « hard power » sont des reliques d'une époque moins éclairée, remplacées par les diktats universels de la démocratie libérale.

C'est ainsi que les principaux dirigeants et penseurs occidentaux se sont convaincus qu'un pays déchiré par la guerre qui dépend entièrement de l'aide militaire, financière et humanitaire occidentale – qui pourrait soutenir son propre effort de guerre pendant à peine plusieurs mois, voire moins si l'aide devait cesser – devrait en fait être traité comme un acteur totalement indépendant capable de prendre ses propres décisions en matière de politique étrangère, complètement détachées des aspirations, des priorités et des convictions de ses bailleurs de fonds occidentaux.

La décision rapide de l'administration Trump de geler l'aide américaine à l'Ukraine n'a pas manqué de susciter des réactions incrédules, mais il y a un sens dans lequel cela devait toujours se terminer ainsi. Après des années de déréliction volontaire et destructrice de la part de l'administration précédente, le chien reprend enfin le contrôle de sa queue d'une manière qui ne peut que choquer et consterner ceux, en particulier de l'autre côté de l'Atlantique, qui en sont venus à croire que le gouvernement Zelensky peut adhérer pour toujours à ses plans de victoire et formules de paix irréalistes, exercer pour toujours un droit de veto sur toute forme d'engagement diplomatique entre la Russie et l'Occident, et maintenir pour toujours le soutien de l'Occident alors même que les avantages croissants



de la Russie sur le champ de bataille approchent de la masse critique.

Le président Volodymyr Zelensky a cherché à poursuivre la guerre aussi longtemps qu'il le faudrait pour obtenir ce qu'il considère comme des garanties de sécurité crédibles, centrées sur la sollicitation de l'envoi de troupes de l'OTAN sur le terrain en Ukraine ou sur l'obtention de l'adhésion pure et simple de l'Ukraine à l'OTAN. L'administration Trump, à l'inverse, a très tôt fait part de son objectif de faciliter une fin négociée à la guerre en Ukraine, sans que cela n'implique l'extension de garanties de sécurité concrètes soutenues par les États-Unis.

Zelensky s'est empressé de réagir au gel en semblant revenir sur sa position maximaliste concernant les garanties de sécurité et sa volonté de négocier avec la Russie, mais il reste à voir si ce changement de ton se traduira par un changement significatif dans la stratégie diplomatique de l'Ukraine.

Il ne s'agit pas, et il ne s'est jamais agi, d'un concours entre des partenaires ayant des moyens de pression égaux. L'Ukraine dépend en grande partie de l'assistance militaire américaine, notamment de la fourniture des services Internet Starlink, et de l'échange de renseignements pour soutenir son effort militaire. Toute spéculation selon laquelle les Européens peuvent hériter de la part américaine de ce fardeau et financer indéfiniment l'Ukraine en l'absence de Washington se heurtera rapidement aux déficiences qualitatives et quantitatives qui ont obligé Washington à jouer un rôle de premier plan en tant que fournisseur de l'Ukraine en premier lieu.

À cet égard, ce n'est pas un hasard si, malgré la volonté politique croissante des dirigeants européens de faire quelque chose, tous les plans européens présentés jusqu'à présent reposent sur l'action des États-Unis en tant que soutien à la sécurité d'une manière qui, à un degré ou à un autre, garantit l'engagement explicite et contraignant de l'Amérique à entrer en guerre contre la Russie au sujet de

l'Ukraine, ce que les administrations Obama et Biden ont elles-mêmes rejeté à plusieurs reprises et ce à quoi s'opposent de larges majorités dans tous les pays de l'OTAN.

La situation s'est aggravée à ce point parce que l'Ukraine, flanquée du Royaume-Uni, de la France et d'autres acteurs européens, a refusé de tenir compte des déclarations et signaux répétés de l'administration Trump sur ces questions. L'administration a donc, sans surprise, augmenté la pression sur Zelensky, envoyant son signal le plus fort à ce jour : la poursuite de l'aide américaine à l'Ukraine face à l'invasion russe est conditionnée à l'engagement de Kiev en tant que participant de bonne foi dans une voie négociée avec Moscou.

La décision de geler l'aide, plutôt que d'y mettre fin, semble conforme à une stratégie qui ne consiste pas à se laver les mains de l'Ukraine, ce qui irait à l'encontre de la fin de la guerre et nuirait à l'objectif plus large de Washington de parvenir à une certaine forme de détente avec Moscou, mais à exercer l'influence des États-Unis d'une manière qui facilite des progrès significatifs dans les négociations. Cela garantit également que les États-Unis ne renoncent pas purement et simplement à l'une de leurs principales sources d'influence sur la Russie, un point qui deviendra de plus en plus important lorsque les négociations porteront sur des sujets litigieux, en particulier sur la question territoriale, où Moscou maintient sa propre série d'exigences maximalistes qui devront probablement être atténuées pour parvenir à une paix viable et durable.

Certes, il est regrettable que la dissonance entre Washington et Kiev ait atteint un point tel que ce type d'action soit considéré comme nécessaire, et il existe un risque inhérent que ce type de contrainte directe contre l'Ukraine renforce involontairement la main de la Russie à la fois sur le champ de bataille et en dehors de celui-ci. Ce risque devra être atténué par une diplomatie vigoureuse en coulisses afin de rassurer Kiev sur le fait que l'objectif de

Washington de mettre fin à la guerre est destiné à bénéficier à l'Ukraine, et non à l'abandonner, et que les États-Unis sont là pour le long terme lorsqu'il s'agit de parvenir à une paix durable avec laquelle toutes les parties peuvent vivre.

L'idée de soutenir l'Ukraine « aussi longtemps qu'il le faudra », sans objectif stratégique explicite, alors que la Russie broie lentement le pays, n'est ni viable ni éthique. Au cours des trois dernières années, l'Occident a continuellement abdiqué sa part de responsabilité dans la diplomatie visant à mettre fin à la guerre en habillant sa paralysie stratégique de slogans moralisateurs creux. Cette administration reconnaît le rôle de Washington en tant que moteur central des événements et cherche à mettre fin à cette guerre d'une manière qui ne serve pas seulement les intérêts des États-Unis, mais qui mette l'Ukraine d'après-guerre en position de se rétablir et éventuellement de prospérer, tout en promouvant une stabilité plus large en Europe.

Cela nécessitera une diplomatie prudente et soutenue avec les trois parties prenantes – l'Ukraine, la Russie et l'Europe – et l'emploi judicieux de la carotte et du bâton au service d'une structure d'incitation plus large qui offre à chacun une paix à long terme.

L'administration reconnaît désormais pleinement que le statu quo sur l'Ukraine est et a toujours été irréaliste, mais cette prise de conscience devrait s'accompagner d'une approche délibérée, nuancée et patiente, qui aille au-delà d'un cessez-le-feu, pour travailler à une architecture revigorée de la sécurité européenne dans le but de s'assurer que rien de tel que la catastrophe qui s'est déroulée depuis 2022 ne puisse se reproduire.

(*) Chercheur sur l'Eurasie au Quincy Institute for Responsible Statecraft. Il est également professeur adjoint d'histoire à l'université Marymount.

Source : Responsible Statecraft
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

ARABIE SAOUDITE
Ryadh encourage la coopération mondiale dans le domaine de l’eau

L'Arabie saoudite a souligné l'importance de renforcer la coopération internationale dans le secteur de l'eau pour relever les défis mondiaux, en insistant sur la nécessité d'une gestion intégrée des ressources en eau pour assurer la durabilité, surmonter la pénurie d'eau et développer les ressources. Abdelaziz al-Shaibani, vice-ministre de l'Eau au ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Agriculture, a déclaré que la Vision 2030 donnait la priorité à la durabilité de l'eau en tant que pilier essentiel du développement national, a rapporté l'Agence de presse saoudienne (SPA). Lors du forum «Value of Water Community» à Rome, M. Al-Shaibani a indiqué qu'en raison de la rareté naturelle de l'eau dans le Royaume, des stratégies ont été mises en œuvre pour améliorer l'efficacité, équilibrer l'offre et la demande et assurer la durabilité à long terme.

TUNISIE

Un projet de 2 millions \$ annoncé pour digitaliser la collecte de céréales

En Tunisie, les céréales occupent une place prépondérante dans l’agriculture et l’industrie alimentaire. En dehors des préoccupations liées à la réduction du déficit de production, l’optimisation de la chaîne logistique de la filière est également une priorité pour les autorités.

En Tunisie, l'Office des Céréales a l'intention d'investir 6 millions de dinars (1,9 million \$) dans la digitalisation de la collecte des céréales. C'est ce qu'a révélé Salwa Ben Hadid Zouari, Présidente-Directrice Générale de l'organisme public, lors d'un entretien avec l'agence Tunis Afrique Presse (TAP), le 20 mars. D'après la responsable, ce projet vise notamment à améliorer la gestion des données et à optimiser la connexion de l'Office des Céréales avec les 200 centres de collecte de céréales qu'il exploite à travers le pays. Il s'inscrit, en outre, dans le

cadre d'un vaste programme de modernisation de la filière céréalière en Tunisie. «Le ministère de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche programme également, en coordination avec le ministère du Commerce, la numérisation de toute la filière céréalière [allant de la production jusqu'à la consommation], moyennant un investissement de 2,5 millions \$ », a également révélé Zouari. Cette recherche d'efficacité dans la chaîne logistique de la filière intervient alors que l'Office des Céréales s'apprête à gérer des flux d'importations et de collecte de céréales plus conséquents au cours des an-

nées à venir. En effet, l'organisme public avait déjà annoncé, le 16 mars dernier, son intention d'injecter 66 millions \$ dans la construction de nouveaux silos d'ici à 2027 pour augmenter sa capacité de stockage de céréales de 24 % sur le territoire, la portant ainsi à 628 000 tonnes. Selon les données compilées par l'Observatoire National de l'Agriculture (Onagri), le pays d'Afrique du Nord a importé 4,1 millions de tonnes de céréales en 2024. Sur ce total, le blé tendre arrive en tête, comptant pour 36,5 % des achats, suivi du maïs (27 %), de l'orge (19,2 %) et du blé dur.

ARABIE SAOUDITE

Aramco finalise l’acquisition de 50% de Blue Hydrogen Industrial Gases Co

Saudi Aramco a finalisé l'acquisition d'une participation de 50% dans Blue Hydrogen Industrial Gases Co (BHIG), une coentreprise avec Air Products Qudra (APQ). Cette opération fait suite à l'accord initial conclu l'année dernière. Il s'agit d'une étape clé dans l'avancement de la production d'hydrogène à faible teneur en carbone dans la ville industrielle de Jubail, en Arabie saoudite, et dans la mise en place d'un réseau d'hydrogène dans la province orientale du Royaume. Le BHIG devrait produire de l'hydrogène, y compris de l'hydrogène à faible teneur en carbone dérivé du gaz naturel, connu sous le nom d'"hydrogène bleu", grâce au processus de

capture et de stockage du dioxyde de carbone. L'entreprise devrait commencer ses activités commerciales en coordination avec les activités de capture et de stockage du carbone d'Aramco à Jubail, comme l'a confirmé une déclaration commune d'Aramco et d'APQ le 24 mars. Ashraf Al-Ghazzawi, vice-président exécutif d'Aramco chargé de la stratégie et du développement de l'entreprise, a expliqué que l'investissement de l'entreprise dans BHIG contribuera de manière significative au développement du réseau d'hydrogène dans la province orientale de l'Arabie saoudite. "Ce réseau, ainsi que notre centre de CSC à Jubail, peuvent nous aider à capitaliser sur les opportunités

émergentes, tant au niveau national que mondial, pour réduire les émissions de carbone, soutenir la croissance et diversifier notre portefeuille énergétique", a affirmé M. Al-Ghazzawi. Ahmed Hababou, président d'APQ, a souligné que cette coentreprise représente une étape importante dans la poursuite du développement d'un réseau d'hydrogène robuste dans la province orientale du Royaume, en particulier au service des industries du raffinage, de la chimie et de la pétrochimie. Mohammad Abunayyan, vice-président d'APQ, s'est déclaré fier du partenariat avec Aramco, soulignant la collaboration stratégique entre l'une des plus grandes sociétés énergé-

tiques du monde et le principal fournisseur d'hydrogène. Ce partenariat vise à produire des solutions énergétiques à faible teneur en carbone, conformément à la Vision 2030 de l'Arabie saoudite. En juillet, Aramco a signé des accords définitifs pour acquérir une participation dans BHIG, une filiale à 100% d'APQ. À l'époque, Aramco a confirmé que l'accord, soumis aux conditions de clôture habituelles, inclurait des options permettant à l'entreprise d'acheter de l'hydrogène et de l'azote. S'appuyant sur son engagement à développer une activité hydrogène à faible teneur en carbone et à élargir son portefeuille d'énergies alternatives, Aramco a souligné que son in-

vestissement dans BHIG jouerait un rôle essentiel dans la création d'un réseau hydrogène à faible teneur en carbone dans la province de l'Est, qui s'adressera à la fois aux clients nationaux et régionaux. Ce partenariat souligne la volonté d'Aramco d'élargir son portefeuille dans le domaine des nouvelles énergies et de promouvoir des solutions énergétiques durables, conformément à la Vision 2030 de l'Arabie saoudite. En outre, l'accord réunit l'expertise des deux entreprises pour fournir de l'hydrogène - y compris de l'hydrogène à faible teneur en carbone - à grande échelle dans la zone industrielle de Jubail.

EGYPTE

Les raids américains en Mer Rouge rendent la reprise du trafic au canal de Suez incertaine

Les récentes frappes des USA contre les rebelles Houthis ravivent les tensions en Mer Rouge et accentuent l'incertitude sur la reprise du trafic au canal de Suez. La reprise du transit via le canal de Suez espérée par l'Égypte semble hypothéquée par la reprise des hostilités en Mer Rouge. Les USA ont lancé ces derniers jours plusieurs raids contre les rebelles houthis pro-Palestine qui ont attaqué des mois durant (depuis novembre 2023) les navires liés à Israël et ses alliés dans cette zone. Le président Donald Trump a affirmé que des représailles seraient menées en réponse à toute attaque de ce groupe armé yéménite contre des vaisseaux américains. Ces événements surviennent alors qu'une paix relative était revenue dans ces eaux depuis l'accord de cessez-le-feu signé le 15 janvier entre Israël et le Hamas. Une accal-

mie en laquelle plusieurs acteurs de l'industrie maritime mondiale avaient placé des attentes.

La reprise du trafic tuée dans l'œuf ?

L'apaisement de la crise avait notamment vu une timide reprise du trafic en février, selon Rabie Osama, le directeur de la Suez Canal Authority (SCA). Plus d'une quarantaine de navires ont ainsi été redirigés de la route du Cap de Bonne Espérance vers le canal égyptien au cours de ce mois. Un chiffre encourageant, même s'il est encore loin de prendre la voie des performances des années précédentes. Les flux sont en effet passés de 26 400 navires en 2023 à 13 200 en 2024 (soit une perte de plus de 50% du trafic), établissant la moyenne mensuelle de volumes à récu-

pérer à plus de 1000 navires. La situation affecte également assez les recettes perçues par l'État égyptien, qui perd environ 800 millions USD chaque mois selon des déclarations faites par le président Abdel-Fattah al-Sissi, le lundi 17 mars. Pour l'exercice 2023-2024 (clôturé le 1er juillet 2024), la voie navigable avait rapporté 7,2 milliards USD à l'Égypte qui prévoyait de porter ces recettes à 13 milliards USD en 2025.

Des pressions qui augmentent les coûts des expéditions

En 2023, ce couloir qui permet la liaison entre l'Europe et l'Asie sans contourner l'Afrique a enregistré entre 12% à 15% des expéditions commerciales mondiales d'après la CNUCED. Les détours obligés via le point austral de l'Afrique rallongent

quant à eux le trajet de 12 jours, ce qui influe sur les délais de livraison et le taux de fret (frais de transport maritime). En juillet 2024, la CNUCED rapportait ainsi que le taux de fret avait augmenté de plus de 100% sur certaines liaisons. Sur la route SCFI Shanghai - Afrique de l'Ouest par exemple, le tarif moyen d'une expédition a augmenté de 137% depuis janvier 2024 pour atteindre 5563 USD en juillet 2024, soit son niveau le plus élevé depuis août 2022. La taxe carbone sur les routes vers l'Europe a aussi grimpé. Un voyage effectué par un grand porte-conteneurs de 20 000 à 24 000 EVP sur l'itinéraire Extrême-Orient-Europe encourt par exemple 400 000 USD supplémentaires de coûts dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission (ETS) de l'Union européenne.

CAMEROUN

La BAD accorde 330 millions d’euros pour réhabiliter la route Ngaoundéré-Garoua

Le Groupe de la Banque africaine de développement a accordé un prêt de 330,48 millions d’euros au Cameroun pour réhabiliter et élargir la section Ngaoundéré-Garoua longue de 246 km, sur le corridor économique Douala-Ndjamena, dans le cadre de la phase 4 du Programme d’appui au secteur des transports

L’accord, qui porte sur l’un des corridors les plus stratégiques du pays et de l’Afrique centrale, a été paraphé le 19 mars 2025 à Yaoundé par Solomon Koné, directeur général par intérim du Groupe de la Banque africaine de développement pour la région Afrique centrale, et Alamine Ousmane Mey, ministre de l’Économie, de la Planification et de l’Aménagement du territoire et gouverneur de la Banque pour le Cameroun. La cérémonie a réuni le premier vice-président de l’Assemblée nationale, Hilarion Etong, et plusieurs membres du gouvernement, dont le ministre des Transports, Jean Ernest Ngallé Bibéhè, le

ministre des Travaux publics, Emmanuel Nganou Djoumessi, le ministre délégué à la présidence chargé des Marchés publics, Ibrahim Talba Malla, ainsi que des élus locaux et gouverneurs de régions, notamment de l’Adamaoua et du Nord. « La reconstruction de la section routière Ngaoundéré-Garoua est cruciale pour la compétitivité de notre économie, grâce à une meilleure connectivité et une mobilité aisée. [...] Elle permet, en outre, une meilleure valorisation des potentialités agropastorales et commerciales des territoires traversés au grand bonheur des populations », a déclaré M. Mey. « Le phase 4 du Programme d’appui au

secteur des transport, approuvé par le Conseil d’administration de la Banque africaine de développement le 13 décembre 2024, a été conçu pour amplifier l’impact des interventions antérieures du Groupe de la Banque et pour soutenir son leadership et le dynamisme de sa coopération avec le Cameroun dans le secteur des transports », a souligné M. Koné. Le Groupe de la Banque assure 97 % du coût total de la phase 4 du Programme d’appui au secteur des transports, qui s’élève à 340,7 millions d’euros. Le gouvernement du Cameroun contribue à hauteur de 9,14 millions d’euros.

ÉTHIOPIE

Un projet de 11 millions \$ pour faciliter l’accès au financement dans le café

L’Éthiopie est le premier producteur africain de café et le deuxième exportateur de la fève sur le continent après l’Ouganda. Le gouvernement renforce la coopération avec ses partenaires étrangers pour concrétiser ses ambitions de croissance sur ces deux segments au cours des années à venir. En Éthiopie, le gouvernement a lancé, le 18 mars, un nouveau projet d’un coût total de 10 millions d’euros (11 millions \$), visant à améliorer l’accès au financement dans la chaîne de valeur du café.

Dans un communiqué publié sur sa page Facebook, le ministère des Finances indique que ce projet, baptisé « Support Ethiopian Agribusiness Development Operating in the Coffee Value Chain, through De-Risking Investments and Institutional Support to the Ethiopian Coffee and Tea Authority », est financé par le gouvernement italien à travers l’Agence italienne de coopération au développement (AICS). Il prévoit la mise en place d’une ligne de crédit qui sera gérée par la Banque commerciale d’Éthiopie (CBE) et supervisée par l’Autorité

éthiopienne du café et du thé (ECTA), pour fournir des prêts abordables à diverses entreprises cafésières, allant des petits exploitants aux grands transformateurs. « Cette facilité vise à permettre à ces entreprises d’étendre leur production et d’améliorer la qualité tout en réduisant les risques financiers pour les investissements du secteur privé, encourageant ainsi le soutien des prêteurs aux projets agro-industriels », peut-on lire dans le communiqué. Globalement cet appui financier devrait contribuer à soutenir la dyna-

mique de croissance observée dans la filière café en Éthiopie au cours des dernières années. Selon les données compilées par le Département américain de l’Agriculture, la production de café a progressé de 4,2 % en moyenne par an, passant de 456 000 tonnes en 2020/2021 à 516 000 tonnes en 2023/2024. Le gouvernement s’attend en outre à une hausse de 40 % à 2 milliards \$, des recettes générées par l’exportation de café au terme de son exercice fiscal de 2024/2025.

AFRIQUE DU SUD

Les USA bloquent un financement climatique de 2,6 milliards \$

L’Afrique du Sud fait face à un nouvel obstacle dans ses efforts pour transformer son secteur énergétique. Alors que des engagements financiers avaient été pris pour soutenir cette transition, des incertitudes pèsent désormais sur la concrétisation de certains d’entre eux, dans un contexte diplomatique tendu. L’Afrique du Sud, qui dépend encore largement du charbon pour sa production d’électricité, voit son

programme de transition énergétique fragilisé par le blocage d’un financement climatique de 2,6 milliards USD par les États-Unis. C’est ce qu’a rapporté Bloomberg, citant des sources anonymes proches du dossier. Selon lesdites sources, des représentants américains ont empêché plus tôt ce mois-ci les Fonds d’investissement climatiques (CIF), une structure liée à la Banque mondiale, d’approuver un premier décaissement de 500 mil-

lions USD. CIF devait débloquer 2,1 milliards USD supplémentaires issus de banques multilatérales de développement et d’autres sources. Cette suspension s’inscrit dans la continuité de la dégradation des relations diplomatiques entre les USA et l’Afrique du Sud. Washington a déclaré ce mois Ebrahim Rasool, l’ambassadeur sud-africain aux USA, « persona non grata », l’accusant d’alimenter les tensions

raciales et d’être hostile à Donald Trump. Pretoria a qualifié cette expulsion de « regrettable » tout en affirmant son engagement à maintenir des relations bilatérales constructives. Depuis son retour à la Maison-Blanche, Donald Trump a intensifié sa politique de rupture avec Pretoria, coupant des aides américaines et accusant l’Afrique du Sud de discrimination envers les descendants de colons européens. L’entrepreneur

Elon Musk, influent soutien du président américain, a également relayé ces accusations. Si ces tensions persistent, elles pourraient remettre en question d’autres formes de coopération économique et énergétique entre les deux pays. La prochaine réunion des CIF en juin permettra de savoir si ces fonds seront finalement débloqués ou s’ils seront définitivement annulés.

APRÈS ASSALA ENERGY

Le Gabon s’offre les actifs de Tullow pour 300 millions \$

En visite à Port-Gentil, la semaine dernière, le président de la transition au Gabon, Brice Oligui Nguema a annoncé l’arrivée d’une nouvelle entreprise pétrolière dans le giron de l’État. Bien qu’il n’ait pas mentionné de nom, il s’avère que Tullow est la compagnie concernée. Au Gabon, la société publique du pétrole (Gabon Oil Company, GOC) renforce son emprise sur le secteur avec la conclusion d’un accord de rachat des actifs de Tullow

Oil pour 300 millions de dollars. Cette opération s’inscrit dans une dynamique engagée par l’État gabonais pour accroître son contrôle sur les ressources pétrolières, après l’acquisition d’Assala Energy, l’année dernière, pour 1,3 milliard de dollars. Assala Energy (52 000 barils par jour de pétrole) représente 25 % de la production nationale. Lors de la conclusion de l’accord, le président de la transition Brice Oligui Nguema avait alors déclaré : « Le Gabon se réap-

proprie, 67 ans après, une part importante de son pétrole [...] C’est sans conteste une forme d’affirmation de notre souveraineté ». Cette volonté de reprise en main se confirme avec le rachat des actifs de Tullow Oil, qui permet au pays d’accroître davantage son influence dans un secteur clé de son économie. Ce nouvel accord intervient surtout dans une stratégie du nouvel exécutif gabonais visant à maximiser les bénéfices nationaux en renforçant son contrôle sur les res-

sources. L’intégration des actifs de Tullow Oil représente ainsi un nouvel atout pour consolider la souveraineté énergétique. Cependant, cette transaction met aussi en lumière les difficultés financières de la société britannique. Autrefois leader de l’exploration pétrolière en Afrique, elle est désormais confrontée à une dette de 1,45 milliard de dollars. L’échec de sa fusion avec Kosmos Energy en décembre dernier l’a contrainte à céder des actifs non stratégiques pour réduire son endettement.

TCHAD

Proparco va garantir à hauteur de 7 millions € les prêts de Coris Bank aux PME

Dans un contexte où l’accès au financement reste un défi majeur pour les PME et PMI, ce partenariat vise à renforcer les capacités de financement de Coris Bank pour ces catégories d’entreprises. Proparco, la branche de l’Agence française de développement dédiée au financement du secteur privé dans les pays en développement, a signé le vendredi 21 mars 2025 avec la filiale du groupe Coris Bank au Tchad (Coris Bank International Tchad) un accord pour une ligne de garantie de 7 millions d’euros. Cette dernière vise à faciliter le développement du commerce international dans ce pays d’Afrique centrale. Cette facilité de « Trade Finance » permettra à la banque de couvrir les risques de non-paiement sur les transactions commerciales réalisées par les petites et moyennes entreprises (PME) ainsi que les petites et moyennes industries (PMI), renforçant ainsi leur accès au financement bancaire. « Ce partenariat stratégique facilitera l’importation de denrées alimentaires, des biens et matériaux afin de stimuler davantage la création de valeur au plan national et contribuer fortement à répondre aux besoins essentiels des populations et des entreprises tchadiennes » a indiqué Coris bank. Cette ligne de garantie est mise en place dans un contexte où l’accès au financement demeure l’un des principaux défis pour les PME tchadiennes. Selon un rapport du Centre du commerce international (ITC), ces PME représentent 97% des entreprises du pays et sont au cœur de son développement économique. Cependant, bien qu’elles soient cruciales pour la diversification et la compétitivité de l’économie, elles se heurtent à divers obstacles qui limitent leur capacité à exploiter pleinement leur potentiel. C’est la première fois que Proparco accorde une ligne de garantie à la filiale tchadienne du groupe burkinabé Coris Bank, fondé et dirigé par Idrissa Nassa. Ce groupe est présent au Tchad depuis 2024, suite à l’acquisition de la filiale locale de la banque française Société Générale.

POINT-MARCHÉS

Les actions européennes sont soutenues par l’optimisme concernant les droits de douane

Les actions européennes ont augmenté mardi, s'inspirant d'un fort rallye nocturne à Wall Street sur l'espoir d'une réduction des tarifs douaniers américains par rapport aux craintes , tandis que le dollar a poursuivi son rebond prudent, s'échangeant près de ses plus hauts niveaux en trois semaines contre un panier de pairs.

L'indice européen Stoxx 600 était en hausse de 0,6 % en début de séance, la plupart des indices de référence nationaux et des secteurs se situant prudemment en territoire positif. Les investisseurs se sont concentrés sur les droits de douane réciproques promis par le président américain Donald Trump et, bien que ce dernier ait déclaré lundi que les droits de douane sur les automobiles allaient bientôt être imposés, il a indiqué que toutes les taxes qu'il avait menacées ne seraient pas imposées le 2 avril et que certains pays pourraient bénéficier d'un allègement de leur fardeau. Cela a conduit à une réaction exubérante de "risk-on" sur les marchés américains et le S&P 500 a clôturé à son plus haut niveau depuis plus de deux semaines, tandis qu'un rallye dans les valeurs technologiques a conduit le Nasdaq à une hausse de plus de 2 % .N Les contrats à terme sur les actions du S&P 500 étaient stables dans les échanges européens mardi. Mais les investisseurs restent sur leurs gardes avant la date limite du 2 avril. "Les risques principaux (sont) le lot quotidien des investisseurs mondiaux", a déclaré Benoit Anne, directeur général senior du groupe de stratégie et d'analyse de MFS Investment Management. "Seul Covid a suscité plus d'inquiétude quant à l'incertitude politique au niveau mondial. Nous sommes actuellement confrontés à de nombreuses sources de risques, le risque d'escalade de la guerre commerciale étant l'élément clé à surveiller." Les nouvelles concernant les tarifs douaniers se sont également manifestées sur le

marché du pétrole. Les prix ont augmenté pour la cinquième journée consécutive, les hausses de lundi et de mardi étant dues aux inquiétudes concernant l'offre après que M. Trump a publié un décret déclarant que tout pays achetant du pétrole ou du gaz au Venezuela paierait un droit de douane de 25 % sur le commerce avec les États-Unis. Les contrats à terme sur le Brent étaient en hausse de 44 cents à 73,43 dollars le baril et le brut américain a grimpé de 38 cents à 69,49 dollars. Les deux références ont gagné plus de 1% lundi. O/R

De meilleures données

Les investisseurs ont également digéré les données d'activité et de sentiment cette semaine. Le moral des entreprises allemandes a augmenté en mars, les entreprises s'attendant à une reprise après deux années de contraction dans la plus grande économie d'Europe. Ces données interviennent après l'adoption par l'Allemagne d'un projet de loi historique visant à augmenter massivement les dépenses d'infrastructure et de défense. Cela a également soutenu les actions européennes et a provoqué une hausse des rendements des obligations allemandes, le rendement du Bund à 10 ans ayant augmenté de 4 points de base à 2,82%. Aux Etats-Unis lundi, l'indice PMI composite de S&P Global , qui suit les secteurs de la fabrication et des services, a augmenté, suggérant que l'économie reprenait de la vitesse après avoir connu une période de ralentissement au milieu du premier trimestre.

Mais les données dites "concrètes", notamment les ventes au détail et le rapport sur l'emploi, ont laissé entrevoir des fissures dans les fondations de l'économie. Le risque généralisé sur le mode a conduit à une chute des obligations refuges. Le rendement de référence du Trésor à 10 ans a augmenté de 8 points de base lundi et de 2 points de base supplémentaires mardi, à 4,354 %, son niveau le plus élevé depuis un mois. La hausse des rendements a soutenu le dollar américain, qui a été sous pression ces derniers mois. L'indice du dollar, qui mesure la monnaie par rapport à six autres devises, a atteint son plus haut niveau en trois semaines lundi et se situait à 104,26. =USD Le dollar a atteint son plus haut niveau en trois semaines contre le yen sensible aux

taux d'intérêt JPY=EBS à 150,95, après avoir bondi de 0,9% lors de la session précédente. FRX/ La force du dollar a également jeté une ombre sur les marchés émergents. La roupie indonésienne IDR= a chuté à son plus bas niveau depuis juin 1998, lors de la crise financière asiatique, en raison des inquiétudes croissantes concernant la santé fiscale du pays. Les actions ont également été sous pression en Asie et l'indice Hang Seng .HSI de Hong Kong a chuté de 2,35 %, les valeurs technologiques étant à la tête d'un vaste mouvement de repli. Le Hang Seng est en hausse de 17% cette année, et reste le marché boursier le plus performant au monde, grâce aux paris sur l'IA après les débuts étincelants de la start-up DeepSeek.

ASIE

Rebond des Bourses

Les Bourses en Asie tentaient de se ressaisir mardi dans le sillage de Wall Street, portées par l'espoir de voir finalement Washington adopter une politique commerciale plus modérée. A la Bourse de Tokyo vers 02H15 GMT, l'indice vedette Nikkei progressait de 0,69% à 37.869 points et l'indice élargi Topix de 0,29% à 2.798 points. Taipei gagnait 1,01%, Sydney 0,42%, Jakarta rebondissait de 0,81% au lendemain d'un fort plongeon. La Bourse de Séoul en revanche cédait 0,22%. Les marchés asiatiques étaient soutenus par les gains enregistrés la veille à Wall Street, sur fond d'espoirs d'une politique commerciale américaine plus flexible. Selon des informations de presse, l'augmentation

des droits de douane réciproques censée entrer en vigueur le 2 avril pourrait s'avérer moins généralisée qu'anticipé. Vers 02H15 GMT, le yen se stabilisait à 150,65 yens pour un dollar après avoir nettement reculé dans les premiers échanges -- ce qui favorisait à la Bourse de Tokyo les titres des grands groupes exportateurs. A la Bourse de Hong Kong vers 02H30 GMT, l'indice Hang Seng perdait 1,92% à 23.447 points. L'indice composite de Shanghai cédait 0,04% et celui de Shenzhen 0,37%. Le marché du pétrole stagnait après sa forte progression de lundi. Le baril de WTI américain cédait 0,04% à 69,08 dollars et celui de Brent de la mer du Nord 0,04% également à 72,97 dollars.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 21 Mars 2025 Valeur : 25 Mars 2025				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR 	133.6543	133.6693
1	EUR	EURO 	144.7209	144.7639
1	GBP	POUND STERLING 	172.7246	172.8110
100	JPY	JAPANESE YEN 	89.5026	89.5367
1	CNY	CHINESE YUAN 	18.4338	18.4366
1	CHF	SWISS FRANC 	151.2098	151.2952
1	CAD	CANADIAN DOLLAR 	93.2428	93.2598
1	DKK	DANISH KRONE 	19.3941	19.4002
1	SEK	SWEDISH KRONA 	13.1908	13.1953
1	NOK	NORWEGIAN KRONE 	12.6766	12.6813
1	AED	UAE DIRHAM 	36.3853	36.3944
1	SAR	SAUDI RIYAL 	35.6288	35.6347
1	KWD	KUWAITI DINAR 	433.5203	433.7096
1	TND	TUNISIAN DINAR 	42.9996	43.4318
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM 	13.8301	13.8317
1	LYD	LIBYAN DINAR 	27.7044	27.8466
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA 	3.3473	3.3577
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.8738	177.8738

CAC40

Profite d’un rebond dans le sillage de Wall Street

La Bourse de Paris débute la séance en hausse mardi dans un contexte de retour à un certain optimisme à Wall Street et dans l'attente de nouveaux éléments sur l'économie des deux côtés de l'Atlantique. L'indice CAC 40 progresse de 0,9% vers 8090 points. Le marché parisien avait démarré la semaine sur une note de lourdeur hier en cédant près de 0,3% à la clôture, visiblement insensible à la réouverture en boulet de canon qui s'est opérée à New York. La prudence affichée depuis un mois

sur les marchés d'actions américains a en effet laissé place lundi à un appétit mesuré pour le risque, sur fond d'espoirs quant à la sévérité des prochaines mesures commerciales devant être décidées par Donald Trump. Au coup de cloche final, le Dow Jones gagnait 1,4%, le S&P 500 reprenait 1,8% et le Nasdaq s'ajugeait 2,3%. Ce regain d'optimisme a trouvé sa source dans un article du Wall Street Journal, selon lequel les surtaxes douanières 'réciproques' envisagées

par le président américain en date du 2 avril pourraient se révéler 'plus ciblées' que prévu. Le WSJ évoque par ailleurs la possibilité que certains pays, voire certains secteurs comme l'automobile ou les semi-conducteurs, soient exemptés de ces mesures, des spéculations qui n'ont pas été démenties par la Maison Blanche. L'incertitude autour des relations commerciales devrait rester élevée encore un bon moment, le 2 avril marquant probablement le début, plutôt que la fin, de cette saga interminable sur les tarifs', tempère

cependant Michael Brown, straté-giste chez Pepperstone. 'Les prévisions en matière de résultats et de croissance semblent, dès lors, toujours un peu trop optimistes à mon goût', ajoute l'analyste. 'Par ailleurs, l'absence de la perspective d'une intervention rapide de la Réserve fédérale ('Fed put') rend les marchés plus vulnérables aux chocs externes en comparaison de ces dernières années', conclut-il. Pour conforter ou tempérer la tendance positive qui s'est dessinée hier à Wall Street, les investisseurs

surveilleront la nouvelle salve d'indicateurs prévue dans la journée. Si les intervenants attendent surtout les chiffres de l'inflation PCE qui paraîtront vendredi aux Etats-Unis, ils suivront cet après-midi l'indice de confiance du Conference Board, dont les dernières lectures tendaient à refléter un ralentissement de la croissance. En Europe, après les PMI meilleurs que prévu dévoilés hier, le marché a pris connaissance dans le courant de la matinée de l'indice Ifo en Allemagne.

ROYAUME UNI

Le gouvernement songe à abandonner sa Taxe Gafa

Dans le cadre d'un accord commercial bilatéral négocié entre Londres et Washington, la taxe visant les géants du numérique opérant au Royaume-Uni pourrait être abandonnée.

Comment amadouer le président Trump? Et éviter de futurs droits de douane prohibitifs qui pourraient frapper le Royaume-Uni à l'instar d'autres pays européens? Le locataire de la Maison Blanche a en effet menacé de "droits de douane réci-proques" les pays qui appliquent des taxes considérées comme injustifiées. Ces hausses tarifaires prévues pour avril viseraient ainsi la France, l'Allemagne ou encore le Royaume-Uni. Mais à Londres, le premier ministre Keir Starmer s'active pour éviter le choc tarifaire. L'accord de "prospérité économique" en cours de discussion entre le premier ministre britannique et le président américain connaît de nouvelles avan-cées.

Une brève discussion téléphonique a eu lieu dimanche selon l'AFP.

Londres pourrait renoncer à sa taxe Gafa

Au menu des discussions entre Londres et Washington pourraient figurer des concessions sur la taxe Gafa, voire leur suppression pure et simple comme l'in-dique l'article des Échos. Cette taxe sur le chiffre d'affaires des géants de la tech est prélevée de ma-nière unilatérale par certains pays euro-péens. Elle l'est par le Royaume-Uni de-puis 2020 et vise les revenus des entre-prises réalisant plus de 500 millions de livres de chiffre d'affaires. En France, elle est organisée par une loi de 2019. Elle ponctionne à hauteur de 3% les chiffres d'affaires des géants de la tech,

comme Meta, Google, Amazon mais aussi Criteo. L'Espagne, l'Italie ou l'Autriche ont éga-lement mis en place leur propre taxe GAFA. Ces cadres législatifs nationaux sont censés rester en vigueur jusqu'à l'obtention d'un accord global sur la fis-calité du numérique - toujours en cours de négociation à l'OCDE. Renoncer à sa taxe Gafa à l'anglaise, une main tendue de Keir Starmer à la Maison Blanche qui lui coûterait près de 800 millions de livres en rentrées fis-cales (950 millions d'euros). Interrogée sur BBC One ce dimanche, la ministre de l'Économie Rachel Reeves a déclaré que le Royaume-Uni devait "trouver le bon équilibre, et ces discussions sont actuellement en cours."

ETATS UNIS

Donald Trump annonce des droits de douane de 25 % contre tout pays achetant du pétrole et du gaz vénézuélien

Donald Trump, décidé à ta-rir les revenus pétroliers du Venezuela, a an-noncé, lundi 24 mars, que tout pays achetant du gaz ou du pé-trole vénézuélien serait frappé à partir du 2 avril de droits de douane de 25 % sur toutes ses marchandises entrant aux Etats-Unis. Le président américain, qui a déjà mis fin à la licence permet-tant au géant pétrolier améri-cain Chevron d'opérer au Ve-nezuela, et qui multiplie les ex-

pulsions de migrants venus de ce pays, a justifié la mise en place de ces droits de douane en écrivant sur son réseau, Truth Social, que Caracas était « très hostile » aux Etats-Unis. Ces taxes punitives doivent en-trer en vigueur le même jour que les droits de douane « réci-proques » que Donald Trump a promis d'infliger tous azimuts aux partenaires commerciaux des Etats-Unis. Le président américain parle même du 2 avril comme du « jour de la li-

bération ». Le milliardaire répu-blicain a fait des droits de douane la pierre angulaire de sa politique économique, so-ciale, et même diplomatique. Le Venezuela comme cible de l'administration Trump Dans l'esprit de l'ancien promo-teur immobilier, les taxes doua-nières sont une arme univer-selle permettant à la fois de ré-industrialiser les Etats-Unis, de réduire le déficit commercial, de résorber le déficit budgé-taire, de doper l'emploi et d'éta-

blir un rapport de force plus fa-vorable à Washington sur la scène internationale. Après les avoir utilisées briève-ment à l'encontre de la Colom-bie pour forcer le pays sud-américain à accepter le retour de migrants entrés illégalement aux Etats-Unis, il les a em-ployés contre le Canada et le Mexique pour les inciter à lutter plus efficacement contre le tra-fic de fentanyl, un puissant opioïde ayant causé une grave crise sanitaire aux Etats-Unis.

FORUM DE BOAO

Le PIB de l'Asie devrait croître de 4,5% en 2025

Le taux de croissance du PIB réel pondéré de l'Asie de-vrait atteindre 4,5% en 2025, en hausse par rapport à 4,4% en 2024, selon un rapport publié

mardi par le Forum de Boao pour l'Asie. "Malgré l'incertitude croissante de l'économie mon-diale, l'Asie est restée un moteur de croissance essentiel pour

l'économie mondiale", indique le document, intitulé "Rapport an-nuel 2025 sur les perspectives économiques et les progrès de l'intégration en Asie". A parité

de pouvoir d'achat, le ratio du PIB de l'Asie par rapport au total mondial devrait passer de 48,1% en 2024 à 48,6% en 2025, selon le rapport. La situation générale

de l'emploi et des revenus s'améliore en Asie, avec un taux de chômage prévu de 4,39 % en 2025, inférieur au taux mondial de 4,96 %, selon le rapport.

DIVISÉES PAR DEUX EN UN AN

Les ventes de Tesla dégringolent en Europe

A lors que les ventes de véhicules électriques ont, dans l'ensem-ble, progressé sur la période, la marque d'Elon Musk fait les frais d'une gamme vieillissante et des frasques de son patron. Les mauvaises nouvelles s'enchaînent pour Elon Musk. Les ventes de Tesla ont dégringolé en Europe depuis le dé-but de l'année, du fait de la concu-rrence de nouveaux modèles de véhi-cules électriques plus modernes, mais aussi probablement du comportement de son patron, très proche de Donald

Trump. Les immatriculations de Tesla ont baissé de 49% sur un an aux mois de janvier et février dans l'Union euro-péenne (UE), retombant à 19.046 vé-hicules et 1,1% de part de marché, se-lon les chiffres publiés ce mardi 25 mars par l'Association des construc-teurs européens d'automobiles (ACEA). Les immatriculations de vé-hicules à moteur électrique, la spécia-lité de la marque américaine, ont pourtant progressé dans l'ensemble de 28,4% sur la même période dans l'UE, à 255.489 véhicules et 15,2% du mar-

ché. Sur le seul mois de février, les ventes ont reculé de 47,1% pour Tesla mais avec une part de marché en lé-gère amélioration à 1,4%, soit plus ou moins le niveau de Jeep, et moins que le Chinois SAIC, avec ses hybrides et électriques vendues sous marque MG. Les ventes de la marque d'Elon Musk seraient freinées par ses prises de posi-tion aux côtés du président américain Donald Trump, et son action radicale au Doge, où il organise un tronçon-nage en règle de l'administration fédé-rale américaine. «Beaucoup de gens ne

sont pas alignés avec ses positions», a commenté Matthieu Noël, analyste chez Roland Berger. Mais il est encore difficile de dire à ce stade si «ça a un vrai impact sur la marque ou si c'est temporaire». Des manifestations sont organisées depuis plusieurs semaines devant des concessions Tesla, les organisateurs appelant les propriétaires de ces véhi-cules à les revendre. Le mouvement pacifique Tesla Takedown a appelé à étendre cette mobilisation au reste du monde ce samedi 29 mars.

EUROPE

La commission prévoit de réduire les importations d'acier de 15 %

La Commission européenne a présenté un plan d'action sur l'acier et les métaux. Dans un secteur marqué par une forte concurrence internationale, l'exécutif européen prévoit de durcir les quotas d'importation avec un objec-tif de réduction de 15 %. Alors que l'industrie sidérurgique et métallur-gique est confrontée à des droits de douane américains de 25 % et que la concurrence asiatique pèse sur les producteurs européens, la Com-mission européenne a annoncé mercredi qu'elle limiterait les impor-tations d'acier de 15 % à partir du 1er avril.

"En quelques années, les surcapa-cités mondiales, en particulier ve-nues d'Asie, ont frappé de plein fouet le carnet de commande de nos usines", a déclaré Stéphane Séjourné, vice-président de la Com-mission, lors de la présentation d'un plan d'action pour les industries si-dérurgiques et métallurgiques, ajou-tant : "C'est la priorité numéro un et nous devons protéger nos aciéries contre la concurrence étrangère dé-loyale, d'où qu'elles viennent, d'où qu'elles soient".

Depuis que les Américains ont im-posé des droits de douane de 25 % sur toutes les importations d'acier et d'aluminium aux États-Unis, l'UE craint de voir de nouvelles surcapa-cités mondiales de production d'acier inonder son marché. En 2018, lors d'un conflit commercial avec la première administration Trump, l'UE a introduit une mesure de sauvegarde pour limiter les im-portations d'acier. Cette mesure a depuis été renouvelée à plusieurs reprises.

À partir du mois d'avril, la Commis-sion va renforcer ces quotas pour obtenir une réduction supplémen-taire de 15 % des importations. Elle a également annoncé qu'elle pré-senterait au troisième trimestre 2025 un remplacement de la clause de sauvegarde, qui doit expirer en 2026.

APPLE

La stratégie matérielle et logiciel unifiée, vole-t-elle en éclat ?

Dans son jardin clos, l'entreprise Apple s'est toujours targuée de faire jongler matériel et logiciel dans une harmonie parfaite. Aujourd'hui, les choses commencent à voler en éclat.

Les iPhone ou les iPod n'auraient certainement pas connu la popularité d'aujourd'hui si Apple n'avait pas pris le soin de contrôler la chaîne de production d'un bout à l'autre. En ce sens, la conception matérielle des produits d'Apple va de pair avec une optimisation stricte du logiciel. Encore aujourd'hui, alors que les derniers Samsung Galaxy S25 nécessitent 12 Go de mémoire vive pour exécuter le système Android, les optimisations d'iOS se traduisent par seulement 8 Go de RAM sur les iPhone 16.

Vers un contrôle historique du logiciel et du matériel

Apple a conçu ses propres SoC sur l'ensemble de ses appareils. Outre les séries A et M sur les iPhone et les Mac, nous retrouvons également les familles H et S sur les AirPods ou les Apple Watch. À chaque fois, l'objectif est de développer une plateforme technique très optimisée pour la couche logicielle. Et l'entreprise compte bien tout contrôler pour s'affranchir des partenariats existants, à l'instar de la puce C1 prenant en charge les connectivités cellulaires sur l'iPhone 16E. Cette relation étroite entre les produits et les logiciels maison forme le socle du fameux "jardin clos" de la société. Car de cette fusion, Apple développe certaines technologies exclusives visant à retenir ses utilisateurs au sein de son écosystème. C'est le cas de Continuité, Handoff et des divers dispositifs de synchronisation entre les différents terminaux. Et en plaçant des barrières très restrictives, comme un App Store unique ou l'intégration d'iCloud, la société sait parfaitement comment tirer profit de tout cela.

Bruxelles dit stop

Et c'est précisément ce que la Commission européenne entend éclater. Pour continuer ses activités commerciales sur le Vieux Continent, Apple doit ouvrir ses technologies et les rendre compatibles avec celles des concurrents. Précédemment, dans le cadre du DMA, Apple a dû autoriser les app stores tiers tout en autorisant les ap-



plications tierces à pouvoir être configurées par défaut. L'UE n'en démord pas. C'est ainsi que, par exemple, nous pourrions prochainement retrouver le partage AirDrop en natif sur les smartphones Android.

Les technologies d'Apple ne seront donc plus réservées à ses propres produits. Cette relation logiciel-matériel se prend donc un premier coup de massue. Mais finalement, Apple semble également avoir perdu son propre fil. Le domaine de l'intelligence artificielle illustre parfaitement les difficultés d'Apple à maintenir cette stratégie.

L'IA fait vole en éclat la stratégie unifiée d'Apple

Dès 2017, avec la puce A11 Bionic, Apple introduisait son Neural Engine, cette enclave spécifiquement dédiée pour effectuer des calculs en local. À l'époque, la société ne parlait pas d'intelligence artificielle, mais de Machine Learning. Si Apple n'était pas la première société à travailler

sur cette unité, elle fut néanmoins la première à proposer un réel usage aux consommateurs en y greffant sa technologie de reconnaissance faciale avec l'iPhone X.

Au fil des années, Apple a fait évoluer cette unité en la passant de 2 cœurs en 2017, à 8 cœurs en 2018, à 16 cœurs sur la puce M1 et à 32 cœurs sur le SoC M3 Ultra. Alors que l'iPhone 8 pouvait opérer 600 milliards d'opérations par secondes, ce chiffre a été multiplié par 63 à 38 billions de calculs par seconde avec la puce M4. En début de mois, Apple levait le voile sur son nouveau Mac Studio, lequel peut être configuré avec la puce M4 Max ou la puce M3 Ultra. Avec cette dernière, la machine est animée avec un CPU 32 cœurs, un GPU jusqu'à 80 cœurs et une unité Neural Engine dédiée de 32 cœurs. En outre, il est possible d'y configurer jusqu'à 512 Go de mémoire unifiée. Il est intéressant de noter que sur la page officielle du Mac Studio, Apple le présente comme une machine véritablement taillée pour les tâches IA.

Sans surprise, certains se sont pris au jeu, à l'image du YouTubeur Dave Lee lequel a entrepris de faire tourner en local DeepSeek. Il explique que les quelque 671 milliards de paramètres du LLM fonctionnent bel et bien sur le Mac Studio prenant 404 Go d'espace sur le disque local. Il faudra tout de même allouer manuellement 448 Go de mémoire vidéo via une manipulation du Terminal.

Quand le software est à la traîne.

Et pourtant, sur le secteur de l'IA, si Apple semble exceller du côté matériel, on le sait bien, l'entreprise reste encore à la traîne sur le développement de la partie logicielle.

Apple a publiquement annoncé que les améliorations portées sur Siri étaient repoussées à 2026. La société a dû reprendre les pages de son site Web en y ajoutant des astérisques. En promouvant son iPhone 16E avec une version de Siri qui n'existe pas encore, la société a été accusée de publicité mensongère et doit désormais faire face à un recours collectif. Bref, la partie logicielle n'est pas à la hauteur et la société doit revoir son organisation.

Pression des actionnaires, pression des utilisateurs, Apple semble s'être précipitée et le message marketing est en décalage avec la réalité des avancées techniques. La société aurait-elle réellement menti, comme le souligne certains ou les équipes ont-elles manqué de communications entre elles ?

Apple se trouve donc confrontée à un double défi qui remet en question sa stratégie historique. D'une part, les exigences réglementaires de Bruxelles imposent à l'entreprise une ouverture sans précédent de son écosystème, bouleversant son modèle d'intégration verticale. D'un autre côté, l'essor rapide de l'intelligence artificielle place la firme de Tim Cook dans une position de retard technologique. Apple semble alors avoir du mal à appliquer sa traditionnelle approche d'innovation contrôlée, la forçant à envisager des partenariats externes (comme avec OpenAI) et à repenser fondamentalement sa stratégie hardware-software.

FuriosaAI refuse un rachat à 800 M\$ par Meta

Selon la presse coréenne, FuriosaAI qui conçoit des accélérateurs pour l'IA a rompu les négociations avec Meta en vue d'un rachat. L'opération était estimée à 800 M\$. Décidément les discussions pour les rachats se tendent de plus en plus. Si Google a réussi au bout de la seconde fois à racheter Wiz pour 32 M\$, Meta vient de voir son intention d'acquérir le coréen FuriosaAI ébranlée. En effet, selon le quotidien Maeil Kyongje, la firme dirigée par Mark Zuckerberg était prête à mettre 800 M\$ pour s'emparer de l'entreprise

spécialisée dans la conception d'accélérateurs pour l'IA. Mais l'opération est tombée à l'eau. Le média rapporte que les pourparlers ont achoppé plus sur la stratégie commerciale et la structure organisationnelle après l'acquisition, que sur le montant de la transaction. Pourtant, FuriosaAI était bien une cible de Meta comme l'indique une source proche du dossier, « depuis Meta s'est intéressée à un certain nombre de sociétés de semi-conducteurs pour l'IA aux États-Unis et en Israël, et a finalement choisi Furiosa AI comme cible d'acqui-



sition potentielle, avec laquelle elle est en pourparlers depuis le début de l'année ».

Une levée de fonds à défaut de rachat

Fondé en 2017 par June Paik (ancien de Samsung Electronics et AMD), FuriosaAI a développé deux puces pour les traitements IA nommées appelées Warboy et Renegade. Cette dernière, élaborée avec le procédé 5 nm de TSMC, serait particulièrement adaptée pour les modèles de raisonnement. Des tests sont en cours en collaboration avec LG AI

Research et Aramco, compagnie pétrolière saoudienne. En dehors des négociations avec Meta, FusionAI était engagé dans des discussions pour lever 48 M\$. De son côté, Meta va poursuivre sa quête d'une autre proie dans les puces IA. La maison-mère de Facebook, Instagram ou WhatsApp essayent de réduire sa dépendance à l'égard de Nvidia pour les puces spécialisées dans l'entraînement et la construction de LLM. Récemment, la société - en partenariat avec TSMC - planchait sur la conception de la troisième version de sa puce maison MTIA.

Cet assembleur d'iPhone fait de l'oeil à Mitsubishi pour produire ses futures voitures électriques

Entre les géants de la tech et la voiture électrique c'est une histoire d'amour qui fait des envieux. Après Huawei, Nvidia ou Xiaomi, c'est au tour de Foxconn, de s'intéresser de très près à la voiture électrique.

Le constructeur japonais Mitsubishi Motors envisagerait de confier la production de ses futurs voitures électriques à Foxconn, selon des sources relayées par Kyodo News. Cette collaboration marquerait enfin une nouvelle étape pour le sous-traitant taïwanais, toujours en quête d'une légitimité dans l'industrie automobile après une série d'échecs notoires.

Du smartphone à la voiture électrique, il n'y a pas qu'un pas

Foxconn, connu pour être l'un des plus importants fabricants de composants électroniques au monde et principal assembleur des iPhone d'Apple, nourrit depuis plusieurs années l'ambition de devenir un acteur dans le secteur des véhicules électriques. Toutefois, ses précédents partenariats dans ce domaine n'ont pas porté leurs fruits. L'entreprise a vu défilé une succession de projets avortés, notamment avec Byton, Fisker ou encore Lordstown Motors. Cette dernière affaire, a coûté à Foxconn plusieurs dizaines de millions d'euros, investis dans la reprise d'une ancienne usine General Motors aux États-Unis pour la production de pick-up électriques. Le projet s'est soldé par un contentieux judiciaire et la faillite de Lordstown, notamment à cause de surcoûts de production, de problèmes de qualité, et de rappels en série. Ce revers a démontré que la voiture électrique ne pouvait se résumer à une logique industrielle empruntée au secteur électronique.

En parallèle, Foxconn a lancé la coentreprise Foxtron avec le constructeur taïwanais Yulon Motors. Plusieurs modèles y ont été dévoilés depuis 2023,



mais sans véritable percée commerciale à ce jour. Pourtant, l'entreprise continue d'investir dans sa stratégie, espérant devenir le « Foxconn de l'automobile », c'est-à-dire un sous-traitant capable d'assembler des voitures pour différents constructeurs, à l'image de son rôle dans l'électronique grand public.

Un partenariat pour limiter les risques

C'est dans cette optique que Foxconn a intensifié ses efforts pour convaincre les constructeurs japonais. Des discussions ont été engagées avec Nissan et Honda, mais aucun accord n'a finalement été finalisé. Mitsubishi, en revanche, semble ouvert à une coopération. Les pourparlers entre les deux groupes dureraient depuis plusieurs mois et pourraient aboutir à une annonce formelle dans les prochaines semaines. Pour rappel d'ail-

leurs, après avoir dévoilé le Grandis, Renault Symbioz aux trois diamants, Mitsubishi doit présenter cette année sa première (si on excepte l'i-MiEV) voiture électrique basée sur le Renault Scénic. Le partenariat en discussion prévoirait que Foxconn assure la fabrication des véhicules électriques pour le compte de Mitsubishi, sans que ce dernier n'abandonne pour autant ses propres infrastructures industrielles. Les voitures produites seraient vendues sous la marque de Mitsubishi, mais assemblées dans les usines de Foxconn. Le constructeur japonais serait ainsi le premier de son pays à adopter un modèle de sous-traitance de cette ampleur avec l'industriel taïwanais. L'enjeu est double pour Mitsubishi. D'un côté, l'entreprise, longtemps concentrée sur les technologies hybrides, peine à suivre le rythme de la

transition vers le tout électrique. S'associer à Foxconn pourrait lui permettre de réduire les délais de développement, de production et de livraison, tout en diminuant ses coûts industriels. Ces économies pourraient ensuite être réinvesties dans l'innovation technologique. De l'autre, cette externalisation pourrait limiter les risques financiers et opérationnels liés à l'électrification de sa gamme.

Foxconn, de son côté, verrait dans cette alliance l'opportunité de démontrer sa capacité à industrialiser des projets automobiles de grande envergure. L'éventuelle réussite de cette collaboration pourrait lui offrir un précédent structurant et crédibiliser sa stratégie sur un marché où sa réputation reste entachée de ses déconvenues passées. Pour l'heure, ni Foxconn ni Mitsubishi n'ont confirmé officiellement l'information.

Toyota Land Cruiser AT37 : il passe partout !



Déjà très compétent en dehors des routes asphaltées, le Toyota Land Cruiser gagne une variante AT37, qui permet au célèbre véhicule tout-terrain japonais de se rendre à peu près partout. Le nouveau Toyota Land Cruiser ne s'inquiète ni des flaques de boue ni des parcours rocheux. Pourtant, cette capacité tout-terrain peut être encore amé-

liorée. Et ce, au sens propre du terme, car Icelandic Arctic Trucks permet à ce crapahuteur d'évoluer un peu plus haut sur ses pattes. En effet, ils ont doté le Land Cruiser de pneus tout-terrain BFGoodrich de 37 pouces. Ceux-ci sont équipés d'un compresseur qui permet de gonfler ou dégonfler le pneu pendant la conduite et depuis l'habitacle.

Pas de puissance en plus

Ces roues plus grandes impliquent une foule d'autres modifications pour cette Toyota aventurière. Pour accueillir ces énormes pneus, la carrosserie est dotée de passages de roues plus grands, tandis que la suspension a dû être entièrement revue. En outre, Arctic

Trucks parle d'un empattement allongé et d'un centre de gravité abaissé, ce qui rend le Land Cruiser un peu moins pataud. Des pare-chocs personnalisés et des badges spéciaux complètent le tableau. Visuellement du moins, car Arctic Trucks néglige le moteur Diesel du Toyota Land Cruiser qui reste toujours aussi bruyant, assoiffé et manque cruellement de

puissance. Si l'envie vous prend d'équiper de la sorte votre Land Cruiser, vous devrez vous procurer le pack A737 auprès d'un concessionnaire Toyota, sous peine d'annulation de la garantie. L'AT37 est un Toyota Land Cruiser qui va encore plus loin que les autres. Les modifications aventureuses sont également très esthétiques sur le véhicule tout-terrain.

Mots fléchés

SOLDAT STEVE ROGERS COPINE DE SPIDER-MAN		UN MEMBRE DES X-MEN ESTUAIRE BRETON		LE HÉROS DE GOTHAM CITY À PARIS EN 2024		NOTE DE MUSIQUE VRAIMENT RIEN		GRANDEURS MESURÉES SUPER- HÉROÏNE		ENVOLÉE		L'HOMME- FOURMI CONJONC- TION	
DÉMANGE PLACE DU MARCHAND							CLUB LYONNAIS			APPRIT			
				ENNEMI N°1 DES X-MEN ÉDITEUR DE COMICS								ANTIHEROS MUTANT ET BAVARD	
3,14...		SULTANAT AU MOYEN- ORIENT				NON PAYÉ LA HONGRIE SUR LE WEB			ALLEMAGNE DE L'EST OBTENU				
		NOIRE AU WAKANDA ALIAS TONY STARK								DANS ARTICLE			
DÉMENTIR POISSON MARIN				DESSIN ANIMÉ DE SUPERHÉROS JAPONAIS	PRÉNOM FÉMININ								BÊTE POILUE
			VOITURE À CHEVAL			FRÈRE ADOPTIF DE THOR		VRAI NOM DE SUPERMAN	NOM DE TOKYO JUSQU'EN 1868				
PROCÉDÉ ONCLE DE PETER PARKER						SUPERHÉROS À SMALLVILLE				FORME DE POUVOIR			
			FLEUR DE ROI			TITAN PÈRE DE THANOS PREND LE SEIN							
RADIO FRANÇAISE SERVICE SECRET				HUMAIN AUX SUPER- POUVOIRS						PETIT PROBLÈME			
			ANCIEN MAFIEUX MEMBRE DE LA FAMILLE							TRÈS PERSONNEL		UNE GARDIENNE DE LA GALAXIE	
CHAÎNE D'INFO AMÉRICAINNE DIEU ÉGYPTIEN				APHONES	CONJONC- TION		SOUDAINE	NOTE DE MUSIQUE			ALIAS WOLVERINE		
		CHEF DU SHIELD								NOTE DE MUSIQUE			
VÉRITABLE IDENTITÉ DE HULK	ALLUMÉ EN CUISINE ALLEMAGNE DE L'OUEST				0 OU 1	UN DES ENNEMIS DE SPIDER-MAN		GRANDE ÉPOQUE	HIDDLESTON OU HOLLAND				
										SIGNAL DU DÉPART			
PETITS POISSONS TANTE DE PETER PARKER						VALEUR REFUGE			DÉPARTE- MENT 83				
			PETIT SAINT			UNE ÉQUIPE DE SUPERHÉROS				MOT DU CAPRICE			

PÉTROLE

Le baril de Brent à près de 73,5 dollars

Les cours du pétrole se sont redressés mardi, poussés par la décision du président américain Donald Trump lundi d'imposer des droits de douane de 25% contre tout pays achetant du pétrole vénézuélien, sur fond de tensions avec la Chine. Avant midi, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mai, prenait 0,67% à 73,49 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois gagnait 0,65% à 69,56 dollars. Pékin a dénoncé mardi les "interférences" de Washington dans les "affaires internes du Venezuela" après l'imposition par Donald Trump de droits de douane supplémentaires aux pays importateurs de gaz ou de pétrole vénézuélien. La Chine, le plus grand importateur de pétrole vénézuélien, "sera fortement touchée" par cette taxe qui doit entrer en vigueur le 2 avril, selon des analystes du marché pétrolier.

Les Enjeux
Quotidien national de l'économie
Eco

Mercredi 26 mars 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



ACCIDENTS DE LA ROUTE

35 morts et plus de 1600 blessés en une semaine

Trente-cinq (35) personnes sont décédées et 1627 autres ont été blessées dans 1324 accidents de la route, survenus durant la période du 16 au 22 mars à travers le pays, indique mardi un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Sétif où trois personnes sont mortes et 77 autres ont été blessées dans 52 accidents de la circulation, précise la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 617 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger, Blida et Oran. Durant la même période, les éléments de la Protection civile ont procédé au sauvetage de 288 personnes en situation de danger et exécuté 5021 opérations d'assistance diverses, ajoute la même source.

MONNAIE

Le dollar en baisse face à l'euro

Le dollar était en légère baisse mardi, en attendant de jauger l'application des multiples annonces sur les droits de douane du président américain Donald Trump, et de leur impact sur l'économie américaine, en amont de la publication d'indicateurs économiques. Dans la matinée, le billet vert lâchait 0,1% par rapport à l'euro, à 1,0812 dollar. De son côté, le gouverneur de la Banque d'Angleterre Andrew Bailey a souligné lundi la nécessité pour les puissances mondiales de coopérer face aux tensions commerciales. "Il nous a récemment été rappelé avec force que la politique commerciale doit inclure une dimension de sécurité nationale", a-t-il déclaré. "Pour résoudre ces problèmes, nous avons besoin que les autorités se mobilisent ensemble et renforcent les règles d'engagement dans un cadre multilatéral", a encore souligné M. Bailey. Ces déclarations interviennent dans un contexte économique morose, alors que la ministre des Finances britannique, Rachel Reeves, s'apprête à annoncer de nouvelles coupes budgétaires mercredi lors de la traditionnelle "déclaration de printemps", qui sert de mise à jour économique et budgétaire.

SANTÉ

L'importance du partenariat entre l'Algérie et l'UNFPA soulignée

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a reçu la représentante du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) en Algérie, Faiza Bendriss, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre, tenue au siège du ministère en présence de cadres de l'administration centrale, a été "l'occasion d'évoquer les moyens de renforcer la coopération bilatérale dans le domaine de la santé", précise le communiqué. Dans ce cadre, la représentante de l'UNFPA en Algérie a qualifié le ministère de la Santé de "partenaire essentiel avec lequel la coopération doit être renforcée et élargie à l'avenir", saluant "les compétences algériennes qui lui ont permis d'acquérir d'importantes expertises et connaissances". Elle a également indiqué que "le

Fonds est disposé à mettre son expérience à la disposition de l'Algérie pour développer une vision stratégique plus efficace, notamment dans les domaines de la formation et du transfert d'expertises". De son côté, le ministre de la Santé a souligné "l'importance du partenariat entre l'Algérie et l'UNFPA", se félicitant du "rôle de l'organisation dans le soutien aux programmes de santé nationaux". Il a en outre mis l'accent sur "la nécessité de poursuivre cette coopération pour renforcer les acquis en matière de santé et suivre les évolutions mondiales". Dans le même sillage, M. Saihi a mis en avant "l'importance d'établir une feuille de route définissant clairement les priorités et fixant des objectifs atteignables dans le cadre de la vision commune des deux

parties". De plus, il a relevé la nécessité de "se concentrer sur le renforcement des capacités des personnels de la santé à travers des programmes de formation avancés, en phase avec les développements scientifiques et techniques, afin de garantir l'amélioration de la qualité des services de santé et une réponse efficace aux défis actuels". Enfin, M. Saihi "s'est dit optimiste quant à l'avenir de la coopération entre l'Algérie et le Fonds des Nations Unies pour la population", soulignant que "le travail conjoint permettra d'accomplir de plus grandes réalisations dans le domaine de la santé, notamment à travers l'investissement dans la formation continue et la mise en place de mécanismes efficaces pour le suivi de la mise en œuvre des projets communs".

ALGER

Conférence sur la contribution de la femme algérienne à la consolidation de la souveraineté nationale

Une conférence sur la contribution de la femme algérienne à la consolidation de la souveraineté nationale a été organisée lundi soir à Alger. Présidant cette rencontre en présence du président du Centre algérien de prospective économique, de développement des investissements et de l'entrepreneuriat (ACEFIDE), Akram Zaïdi, la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, a mis en avant les efforts continus de l'Etat pour l'autonomie économique de la femme et le renforcement de son rôle dans

divers domaines de développement. Dans ce contexte, la ministre a rappelé la place de choix, bien méritée, qu'occupe les femme en Algérie, rappelant leur sacrifice et engagement durant la Guerre de libération nationale. "Elles ont écrit les plus belles pages d'héroïsme et d'épopées", soutient-elle, ajoutant que les femmes algériennes poursuivent aujourd'hui leur rôle au service de la nation. Mme Mouloudji a également mis l'accent sur l'adhésion de la femme algérienne à tous les secteurs et aux différents aspects de la vie, dans l'objectif de contribuer au développe-

ment et à la relance économique, tout en se lançant dans l'entrepreneuriat à travers la création de micro entreprises et de startups, en phase avec les avancées numériques et technologiques. A ce propos, la ministre a mis en avant la capacité de la femme algérienne à innover, notamment dans le domaine de l'artisanat. Par ailleurs, Mme Mouloudji a souligné l'importance de cette conférence organisée par l'ACEFIDE, au vu des thématiques abordées et de leur portée, réaffirmant l'engagement de l'Etat à conforter les contributions de la femme à tous les

niveaux. De son côté, M. Zaïdi a indiqué que cette conférence visait à rappeler les sacrifices de la femme algérienne durant la Révolution ainsi que sa contribution à l'édification du pays et à la vie publique, ajoutant que cet événement se veut, également, une occasion pour mettre l'accent sur l'autonomisation économique des femmes. La rencontre s'est déroulée en présence de représentants de plusieurs secteurs et départements ministériels, ainsi que de membres d'institutions nationales, d'académiciens et de chercheurs en histoire.

NAFTAL

L'approvisionnement en produits pétroliers sera garanti 24h/24 durant l'Aïd El Fitr

La Société nationale de commercialisation et de distribution de produits pétroliers (Naftal) a assuré, mardi, que l'approvisionnement en produits pétroliers sera garanti 24h/24 au niveau de l'ensemble de ses stations-service et points de

vente à travers le territoire national durant la fête de l'Aïd El Fitr. Les utilisateurs disposant de cartes de paiement électronique CIB et Dahabia pourront effectuer leurs transactions au sein des stations-service Naftal, a précisé la société dans un com-

muniqué. Naftal a également indiqué que ses clients peuvent localiser les stations-service et les points de vente via l'application Naftal Khadamat, disponible en téléchargement sur Play Store et App Store, selon la même source.

AÏD EL FITR

Un programme spécial pour faciliter la circulation des citoyens à Alger

L'Etablissement public de transport urbain et suburbain d'Alger (Etusa) a annoncé, mardi dans un communiqué, la mise en place d'un programme d'exploitation spécial à l'occasion de l'Aïd El Fitr, pour faciliter la circulation des citoyens à Alger durant cette fête religieuse. Le programme de transport débutera à 6h30 jusqu'à 19h00 pour les brigades jour et de 19h00 à

00h40 pour les brigades de nuit, avec une moyenne de 30mn entre chaque rotation. L'ETUSA couvrira 182 lignes durant la journée et 23 lignes pour le service nuit, a précisé la même source. S'agissant du programme de transport vers Djamaa El Djazair, les premiers départs sont fixés à 6h00 du matin et les retours à la fin de la prière de l'Aïd El Fitr. Pour les points de départs, ils se-

ront à partir des stations du 1er mai, Audin, la place des martyrs, les fusillés, kouba, Sidi Abdellah, Ouled Moussa en passant par Reghaia, Rouiba et El hamiz, Khemis khechna en passant par Hamadi et enfin la station les Eucalyptus. Concernant le programme TARA-HOM (navettes à destination des cimetières), il est fixé de 07h00 à 13h40 avec cinq (05) lignes spéciales vers les

cimetières. Ces navettes sont programmées à partir des stations du 1 mai vers le cimetière d'El Alia, la place des martyrs vers le cimetière d'El Alia, Chevalley vers le cimetière de Dely Brahim, Bachdjarah vers le cimetière de Sidi Rezine par Beraki et enfin la station d'El Harrach vers le cimetière d'El Alia par le cimetière de Sidi Tayeb, détaille l'Etusa.